



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2764 | 63^e année | Du 5 au 18 février 2009 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

L'ÉCOLE DES ÂNES

Plus "l'école de la République" coûte cher (59,9 milliards d'euros cette année), moins elle enregistre de bons résultats. La faillite de l'Éducation dite nationale est flagrante depuis déjà longtemps, mais le canard boiteux est toujours là... La Direction de l'évaluation et de la performance (DEPP) a réalisé en 2007 des tests auprès d'un échantillon d'élèves de fin de CM2, les soumettant à des épreuves de calcul et d'orthographe reprises à l'identique sur celles de 1987. Une baisse significative du score moyen est manifeste : « Deux fois plus d'élèves (21 %) se situent en 2007 au niveau de compétence des 10 % d'élèves les plus faibles de 1987. » Concernant l'orthographe, dans la même dictée (dizaine de lignes, 85 mots et signes de ponctuation), le nombre d'erreurs (mots mal orthographiés, ponctuations erronées) est passé de 10,7 à 14,7. En 1987, 26 % des enfants commettaient quinze erreurs orthographiques, ils sont en 2007 46 %. En moyenne on trouvait sept erreurs grammaticales en 1987, on en trouve onze en 2007... etc. Et encore la DEPP est un organisme officiel ! C'est dire dans quel gouffre se situe l'école... Faudra-t-il un jour mettre le feu au ministère de la rue de Grenelle ? À tout le moins, il faut très vite lui arracher certaines de ses prérogatives qui lui permettent d'engraisser des bataillons d'idéologues, de syndicalistes, de pédagogues (quel vilain mot !), de psychologues, de psychiatres, et autres faiseurs d'expériences calamiteuses, afin de rendre à l'enseignement sa liberté de transmettre et de faire aimer le savoir et le bon goût, donc de donner la fierté d'être et de parler français...

M.F.

Obnubilé par les "européennes"

Sarkozy parle et n'écoute pas



PAGE 3

□ SOLIDARITÉ

Catastrophes naturelles

Les Français s'entraident pour faire face aux conséquences de la tempête. Hélas, en démocratie, les élans de solidarité sont de courte durée.

La catastrophe qui vient de frapper le Sud-Ouest de la France a provoqué un bel élan de solidarité dans tout le pays. Les infrastructures ont été remises en état en un temps record - hélas pas partout à l'heure où nous écrivons. Reste maintenant à savoir si, une fois l'émotion retombée, les aides nécessaires pour rebâtir les maisons et surtout pour replanter la forêt des Landes si gravement décimée, ne se feront pas trop attendre. En démocratie, les élans de solidarité ne durent guère, surtout si des compétitions politiques interviennent...

M. Sarkozy a effectué une courte visite, encouragé les équipes de réparateurs, dispensé

quelques belles phrases de compassion. Ce n'était que la moindre des choses.

Exemple royal

Or Jean-Philippe Chauvin, rappelle sur son blog (jpchauvin.typepad.fr) qu'au moment d'un séisme dans une région reculée du Maroc, le roi Mohammed VI était venu installer sur les lieux une espèce de quartier général, où il recevait des invités.

Pourquoi l'actuel président de la République qui naguère encore semblait désireux de décentraliser le Conseil des ministres, n'a-t-il pas agi ainsi, convoquant sur place les représentants des ré-

gions sinistrées, invitant ceux-ci à s'entretenir avec les ministres de leurs soucis ?...

Nous pouvons aussi rappeler ce que nous racontions dans notre rubrique *Cette année-là* dans L'AF 2000 du 16 octobre 2008, au sujet du "Grand hiver" 1709 - il y a juste trois siècles. Toute la France supportait des températures descendant parfois jusqu'à - 25°, le drame fut effroyable pour les hommes, les bêtes et les cultures. Sensible à la misère de son peuple, Louis XIV fit fondre à la Monnaie sa vaisselle d'or, obligeant les courtisans à l'imiter. C'était agir en roi, donc en père.

L'agité de l'Élysée serait-il prêt à s'imposer et à imposer au



personnel politique de telles économies ? Quand bien même y songerait-il, les déluges de dépenses qu'attirent les échéances électorales (et il s'en profile déjà à l'horizon : européennes, régionales...) ralentiraient bien vite les velléités de venir en aide aux victimes des catastrophes naturelles... En fait, c'est la République elle-même qui est une catastrophe, mais point du tout naturelle, dont on peut donc se débarrasser...

MICHEL FROMENTOUX



■ ÉCONOMIE

Le scandale des rachats d'actions :

Tour de passe-passe à 19 milliards

PAGE 2



■ RELIGION

Après la levée des excommunications :

La Tradition est de retour

PAGE 5



■ CULTURE

Le meilleur graveur du XX^e siècle :

Il y a vingt ans, Albert Decaris

PAGE 14



□ GABEGIE

Passe-passe à 19 milliards

Alors que l'économie française sombre progressivement dans la récession, les entreprises du CAC 40 ont dépensé, en 2008, des sommes considérables dans des opérations stériles de rachat d'actions.

La crise profonde que vivent la plupart des économies du monde semble avoir, malgré la violente augmentation du chômage et ses dramatiques conséquences sociales, quelques vertus salvatrices. La première d'entre elles est sans doute de rappeler les fondamentaux du fonctionnement de l'économie aux illusionnistes de la finance et aux équilibristes des cours de bourse.

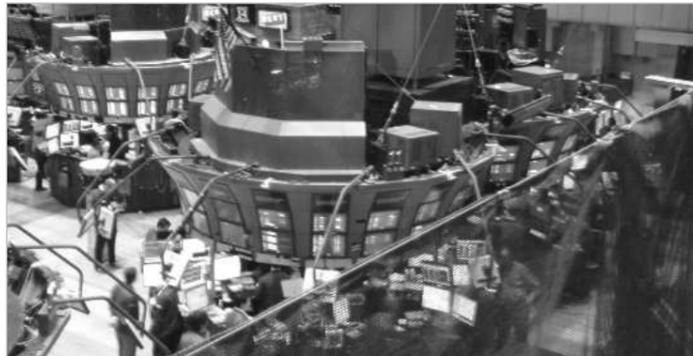
Un manque d'investissement

En effet, le rêve insensé, fait par une petite élite économique et politique, de réduire les entreprises à des salles de marché, en externalisant ou en délocalisant les tâches de production, a définitivement volé en éclats. Et chacun constate un peu tard que l'argent englouti dans la spirale de la spéculation manque cruellement à l'économie dite "réelle" et que l'investissement reste la clé de voûte d'un tissu économique solide sur le long terme.

Déjà affectées par un sous-investissement chronique avant la crise, les entreprises françaises ont donc plus que jamais besoin des 24 milliards d'euros d'investissement prévus par le fameux plan de relance de Nicolas Sarkozy, et financés par la dette publique. En ces temps de raréfaction du crédit, la mesure est tout à fait justifiée. Mais un chiffre interpelle tout de même : celui des 19 milliards d'euros dilapidés en

2008 par les sociétés du CAC 40 pour racheter leurs propres actions. 19 milliards qui auraient pu être investis mais qui ont été engloutis dans ce que la "gouvernance d'entreprise" appelle pudiquement que les opérations concer-

nées n'ont aucune justification économique. Trois objectifs peu avouables peuvent être énumérés. Tout d'abord, disposer d'actions pour pouvoir distribuer en-



Le rêve de réduire les entreprises à des salles de marché a volé en éclats.

quement la "création de valeur pour l'actionnaire". Il s'agit plutôt d'une nouvelle sorte d'escroquerie que les dirigeants des grandes sociétés ont élaborée pour créer artificiellement de la richesse et qui, à l'image de la pyramide de Ponzi de Bernard Madoff (cf. notre chronique précédente) ne repose que sur des jeux d'écriture.

Cadeau aux actionnaires

Alors que les rachats d'actions peuvent avoir une utilité pour certaines sociétés - par exemple pour sortir de la Bourse à moindre coût lorsque seulement une faible part du capital est coté -, il est évi-

dent que les opérations concernées n'ont aucune justification économique. Trois objectifs peu avouables peuvent être énumérés. Tout d'abord, disposer d'actions pour pouvoir distribuer en- core plus de *stock options* aux cadres dirigeants... et donc à ceux qui ont décidé le rachat. Ensuite, offrir un petit cadeau aux actionnaires qui acceptent de vendre, lesquels reçoivent ainsi, en sus du dividende, le prix de leurs actions et, bien souvent, une prime pour les récompenser de leur geste. Enfin, réduire éventuellement, en détruisant les actions rachetées, le nombre d'actionnaires et donc les bénéficiaires de dividendes. Cela augmente, du même coup, le rendement des actions, à dividende constant, pour ceux qui restent actionnaires. Par exemple, pour une entreprise dont le bénéfice est de 100 et dont il a été décidé

d'en répartir 50 entre 50 actions, le dividende est de 1 par action. Mais si les dirigeants de cette société utilisent une part de la trésorerie disponible, pour racheter 25 des 50 actions, l'an prochain, le dividende doublera alors que le bénéfice n'aura pas évolué.

Une augmentation artificielle

Cerise sur le gâteau : si ces dirigeants possèdent un petit paquet d'actions de leur société, sous forme de *stock options*, l'opération permet évidemment de gonfler fortement leurs revenus sans qu'ils aient eu à faire le moindre effort pour augmenter le chiffre d'affaires ou les bénéfices. Pour sa part, la société est "juste" perdante du montant du rachat !

Et cette perte, comme nous l'avons dit, est loin d'être anodine. En 2008, le palmarès du CAC 40 est le suivant : Arcelor Mittal a racheté pour 2,6 milliards d'euros, 8,5 % de son capital, Sanofi-Aventis 2 % pour 1,787 milliard d'euros, Accor 8,5 % pour 1,24 milliard d'euros, Vinci 3,6 % pour 937 millions. Dans certains cas, le montage est à double niveau : les entreprises ont emprunté, directement aux banques ou par émission d'obligations, pour financer le rachat et rendre l'opération encore plus juteuse dans l'immédiat, puisque l'intérêt et l'amortissement du crédit ne viendront diminuer le bénéfice, donc le dividende éventuel, que progressivement

Face à l'ampleur de la crise financière, les sociétés du CAC 40 ont annoncé un gel de leurs programmes de rachat d'actions. Malheureusement, à la première embellie, tout porte à croire que la mécanique financière poursuivra le pillage de la richesse des entreprises.

PATRICE MALLET

» CSA

Trois nouveaux membres siègent au Conseil supérieur de l'audiovisuel : Françoise Laborde, Christine Kelly et Emmanuel Gabla, nommés respectivement par le président de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale. En marge des débats suscités par leur désignation, Emmanuel Berretta signale dans *Le Point* (29 janvier) que leur traitement mensuel s'élèvera à 8 000 euros. Il leur sera versé pendant sept ans, soit une année de plus que la durée de leur mandat, « incompatibilités professionnelles obligent ».

» SIGNE DES TEMPS

Plus Belle la Vie, le feuilleton de France 3, rendait compte ces jours-ci de la mésaventure d'un Marseillais manquant de peu d'être brûlé vif par le cousin de son amant ; "homophobe" patenté, son agresseur serait obsédé par l'épuration de l'entourage familial... Outre-Atlantique, sur un registre vraisemblablement moins parodique, Stan Lee, le créateur de *Spiderman*, plancherait sur une série où le superhéros s'éprend d'un garçon. *Quid* de l'accueil réservé aux produits dérivés par les jeunes garçons ?

» ANTIRACISME

Commentant pour *TF1* la cérémonie d'investiture de Barack Obama, Jean-Claude Nancy a cru percevoir, dans la prestation d'Aretha Franklin, l'écho des chants animant jadis les plantations de coton. Selon Gérard Carreyrou, la comparaison serait « d'autant plus pertinente que Nicole Bacharan vient de publier un livre [...], Des champs de coton à la Maison Blanche, pour évoquer l'itinéraire d'Obama » (*France Soir*, 27 janvier). La Ligue des droits de l'homme et le CRAN se sont offusqués d'un dérapage raciste. Répondant à ces affabulateurs, le journaliste est entré dans leur jeu : il s'est vanté d'avoir « appris la diversité » à ses enfants, arguant du « brevet d'antiracisme » que lui aurait décerné Rama Yade (*Le Parisien*, 24 janvier).

» OBAMANIA

La Fédération française de football se distingue par une exploitation particulièrement grotesque de l'obamania. Le 20 janvier, France 24 a diffusé une vidéo censée encourager les porteurs du maillot tricolore. « La France peut-elle se qualifier pour la coupe du monde de football 2010 ? » « Yes, we can ! » répondent successivement une vingtaine d'énergumènes, le mot de la fin revenant au sélectionneur Raymond Domenech : « Oui, nous le pouvons », proclame-t-il avec gravité. Convaincu ?

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujol (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujol
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Michel Fromentoux, Nicolas Hainaut,
Stéphane Piolenc
Étranger : Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont,
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,
Norbert Multeau, Jean d'Omiac,
François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margaillan,
René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Médias : Denis About.
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

» PROPAGANDE

En dépit d'un débat récurrent, relancé par la campagne présidentielle américaine, la publicité partisane demeure interdite en France. Mais non la diffusion de messages ouvertement politiques, comme en témoigne la campagne lancée par *SOS Racisme* sur les ondes de *Skyrock*. Ironisant sur la fierté du gouvernement, qui assume sans complexe sa "politique du chiffre", le spot martèle ce slogan : « 30 000 expulsions, c'est la honte. »

» CYBERCULTURE

« Le siècle des Lumières trouve son achèvement dans les technologies web » : le 28 janvier, *L'Atelier* (www.atelier.fr) résumait ainsi la thèse de Marko A. Rodriguez et Jennifer H. Watkins, du laboratoire national américain de Los Alamos. La diffusion sans borne des informations, les réseaux sociaux virtuels et les systèmes d'évaluation contribueraient à l'émer-

gence de la démocratie rêvée depuis le XVIII^e siècle. L'espoir fait vivre.

» BENOÎT XVI ONLINE

À l'approche de la Journée mondiale des communications sociales, qui se tiendra le 24 mai, le pape a consacré un message aux nouvelles technologies. Loin d'opposer un monde virtuel à la réalité, Benoît XVI souligne que « le désir de connexion et l'instinct de communication [...] ne sont en vérité que des manifestations modernes de la tendance fondamentale et constante des êtres humains à aller au-delà d'eux-mêmes pour entrer en relation avec les autres » ; esquissant un parallèle avec l'évangélisation du monde gréco-romain, il appelle les jeunes catholiques à porter le témoignage de leur foi sur le « continent numérique ». Donnant l'exemple, le Vatican vient d'ouvrir sa chaîne sur *Youtube*. Les vidéos y seront diffusées en anglais, espagnol, allemand et italien. Pas de français !

» PIRATE OU CORSAIRE ?

Bête noire des grands producteurs, le "piratage" culturel est réhabilité par une étude de la société TNO réalisée pour le gouvernement hollandais. *Clubic* en a dévoilé les conclusions le 22 janvier : « Ceux qui téléchargent le plus sont bien souvent ceux qui achètent le plus. [...] L'amateur de P2P [partage de fichiers en ligne] serait également plus enclin à se rendre dans des salles de concert. [...] L'acte d'achat ne deviendrait pas plus fréquent si l'on interdisait à l'internaute de télécharger gratuitement sur le net. Le cabinet va plus loin, allant jusqu'à conclure que les quelque cent millions d'euros de préjudice que représente le piratage pour les industries concernées est compensé, à hauteur de deux cents millions d'euros, par le pouvoir d'achat indirect que représente l'économie des biens téléchargés et l'envie d'acquérir des contenus découverts via le P2P. »

G.D.

❑ **OBNUBILÉ PAR LES "EUROPÉENNES"**

Sarkozy parle et n'écoute pas

Malmené dans les sondages, alors que les Français s'inquiètent des conséquences de la crise, le président de la République s'attache surtout à mettre son parti en ordre de bataille en vue des élections européennes. Il a besoin pour se requinquer que ses candidats obtiennent de bons scores.

En ce début 2009 le monde entier semblait n'avoir d'yeux que pour Barack Hussein Obama qui entrait à la Maison Blanche. Nicolas Sarkozy a tout de même trouvé le moyen de ne pas se laisser oublier, puisqu'il a prononcé à l'occasion des vœux une vingtaine de discours avec, à chaque fois, dans son style inimitable de marchand de tapis, l'annonce d'une réforme... Cette frénésie à vouloir s'occuper de tout, parler de tout, décider de tout, n'est pas le propre, avon-nous déjà écrit, d'un solide chef d'État qui devrait se garder d'entrer dans la mêlée pour demeurer le recours suprême en cas de nécessité.

La rue vue de l'Élysée

Ni de cette agitation désordonnée, ni de cette volonté sans cesse affichée de faire le bonheur du peuple, les Français ne semblent lui être reconnaissants puisque l'on apprend ce 3 février que, selon certains sondages, 62 % d'entre eux ne lui font pas confiance pour lutter efficacement contre "la crise". En tout cas, la journée de grève du jeudi 29 janvier, si elle n'a pas bloqué tout le pays, a toutefois montré un réel mécontentement. Dans la rue, les prétendus deux millions de manifestants (la moitié selon la police) ont interpellé nommément et sans ménagement Nicolas Sarkozy. Il était de coutume en pareil cas de s'en prendre au Premier ministre, mais chacun sait que M. François Fillon mérite d'autant moins pareille opprobre qu'il n'a quasiment pas le droit d'exister. Il n'empêche qu'une fois de plus la fonction présidentielle a pris un coup très dur. Cela donne la mesure de la dignité des institutions républicaines.

Quand ces lignes paraîtront, M. Sarkozy s'apprêtera à s'adresser aux Français sur presque toutes les chaînes de télévision. Pas moyen d'y échapper ! Pas plus

qu'au Téléthon certains soirs... À en croire les milieux "informés", il n'annoncera aucun changement de cap, aucun nouveau plan de relance, s'en tenant à la relance de l'économie (selon le plan voté ce même jeudi 29 par le Parlement) plus qu'à la relance de l'emploi et du pouvoir d'achat comme le réclament les syndicats. Il l'a fait dire par M. Fillon, pour une fois utile, dans un entretien au *Monde* ce lundi de la Chandeleur.

Un pouvoir ayant si peu d'assise profonde dans le pays est-il en mesure de s'opposer longtemps à "la rue" ? Avec les syndicats que la crise a remis en selle, on a vu



La popularité du président est au plus bas.

la gauche socialiste (qui venait de se ridiculiser avec sa motion de censure après avoir organisé un chahut de potaches à l'Assemblée...) tenter de reprendre du poil de la bête sans crainte de figurer aux côtés de ceux qui se disent révolutionnaires comme M. Besancenot (ce même Besancenot à qui l'inénarrable Ségolène Royal semble aujourd'hui faire les yeux doux autant qu'à M. Bayrou...). Les médias ne parlent qu'occasionnellement des incidents (vitres brisées, voitures brûlées...) qui se produisent presque à chaque fois en queue de manifestation. Depuis les actes de sabotage sur les lignes de TGV fran-

çais à l'automne dernier, et plus encore depuis les échauffourées d'Athènes plus récemment, on sait que souffle en Europe un vent de révolution : toute une jeunesse déracinée et apatride, n'ayant rien à perdre à semer la "chienlit" (mot bien démodé aujourd'hui) semble prête à utiliser la moindre faille où que ce soit.

La révolution à faire

Le malheur est que la révolution de ces casseurs est tout le contraire de la vraie "révolution" dont la crise actuelle révèle chaque jour la nécessité : révolution des esprits et des menta-

ni la volonté ni même l'idée de l'accomplir. L'exemple social à suivre serait celui de Louis VI le Gros, mais lui, était roi ; il écoutait son peuple et incarnait le bien commun au-dessus des égoïsmes et des volontés de puissance.

Alors M. Sarkozy va recevoir les syndicats, affichant sa confiance en la concertation. Mais sa façon de parler double langage et de bercer d'illusions par des promesses de maintien de leur emploi des employés qui assistent quelques mois plus tard à la fermeture de leur usine, a depuis longtemps fini de "marcher" surtout auprès de syndicats qui ne représentent même pas le pays réel au travail, vu que, politisés pour la plupart à outrance, ils ne songent qu'à exploiter les situations conflictuelles pour pouvoir s'ériger en féodalités.

De toute façon le seul souci, même le seul intérêt, de Nicolas Sarkozy est actuellement de mettre son parti, l'UMP, en ordre de bataille en vue des élections européennes à venir. Ne se contentant pas d'être tous les ministres à lui seul, il est aussi le patron de cette officine dont l'avenir conditionnera le sien. Toujours bas dans les sondages, il a besoin pour se requinquer que ses candidats obtiennent de bons scores. C'est ainsi qu'il pose ses pions plaçant et déplaçant qui il voulait pour le ou la faire passer du gouvernement au parti et réciproquement, comme si l'un était le déversoir de l'autre. C'est dire en quelle estime il tient les hommes et les femmes qu'il a appelés autour de lui. C'est dire aussi ce qu'est devenu la Constitution de 1958...

La première à qui il a voulu faire jouer ce rôle d'objet, Mme Rama Yade, a refusé et, depuis lors, il ne lui parle qu'il a appelés plus. Il est vrai que quitter un ministère pour aller faire campagne et se retrouver sur les bancs de l'assemblée européenne n'est pas assez reluisant, quoique que financièrement très intéressant...



Rachida Dati entre dans la campagne européenne en traînant les pieds.

Rachida Dati, elle, s'est longtemps fait prier, puis finalement sans se demander si cela est bon pour Zohra... a accepté de quitter prochainement le ministère de la Justice et de s'abandonner au risque des urnes en devenant le numéro 2 de la liste européenne UMP pour l'Île-de-France, dont le chef sera Michel Barnier, ministre de l'Agriculture.

On ne compte plus ceux et celles qui se sont trouvés enrôlés dans ce jeu de chaises musicales. On a vu Xavier Bertrand passer du ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité (ouf !) au secrétariat général de l'UMP. De même le transfuge du Parti socialiste Éric Besson est devenu ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire (re-ouf !) et membre du bureau politique de l'UMP. On se demande en quoi pèsent les compétences de ces personnes et leur volonté de servir la France quand on voit ce gouvernement se faire et se défaire de bric et de broc, avec des ministères portant des noms si longs et si creux...

Tout cela pour gagner les élections européennes ? Mais qui pense aujourd'hui encore à "l'Europe" ? Elle ne compte guère pour résoudre la crise, les nations reprennent le dessus, et l'on s'interroge même sur l'avenir de l'euro ! Les élections européennes ne serviront en fait qu'à (peut-être) dorer le blason de M. Sarkozy. Voilà à quoi en est réduit le "grand rêve" européiste. Cela fait une belle jambe, comme on dit, à tant de Français qui voudraient bien ne pas mourir de faim à cause de la "crise" en cet hiver glacial...

MICHEL FROMENTOUX

I NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Une nouvelle année

■ Une nouvelle année, c'est l'occasion de prendre des résolutions : comme s'abonner, abonner un ami, nous envoyer des noms de personnes intéressées par un abonnement d'essai, faire lire le journal autour de soi, le vendre à la criée..., autant de moyens de nous aider !

Pensez-y, plus nous aurons d'abonnements, moins nous au-

rons besoin de vous solliciter pour la souscription.

Dans l'état des prévisions pour 2009, nous aurons besoin au minimum de 35 000 euros pour couvrir notre budget et nous procurer les moyens de faire progresser la diffusion de nos idées.

Aux vœux à la presse, M. Sarkozy l'a promis : il va aider les journaux à lutter contre la concu-

rence des publications en ligne. Nous, nous ne pouvons compter que sur l'aide de nos amis.

Merci de tout ce que vous pourrez faire.

MARIELLE PUJO

* Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 21

100 euros pour L'AF : Cte Alexandre d'Elbée, 100 ; Anonyme, 100 ; Mlle Renée Raufast, 150.

Virements réguliers : Vincent Claret-Tournier, 15 ; Gal Jacques le Grogne, 15,24 ; Mme Yvonne Peyréról, 15,24 ; Mlle Annie Paul, 15,24 ; François Favre (3 mois), 50 ; Mme Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Mme Françoise Bedel-Gi-

roud, 30,49 ; Henri Morfin, 32 ; Mme Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Louis Moret (3 mois), 90.

Jean-Pierre Lopez, 5 ; Jean Augiac, 25 ; Alain Bostnavaron, 50 ; Mlle Geneviève Douillet, 50.

Total de cette liste : 811,81 €
Listes précédentes : 27 485,55 €

Total : 28.297,46 €
Total en francs : 185.619,16 F

» MARIAGE ROYAL

L'association Gens de France l'a annoncé officiellement : le mariage de SAR le duc de Vendôme et de M^{lle} Philomena de Tornos sera célébré le samedi 2 mai, dans la matinée, en la cathédrale Notre-Dame de Senlis, dans l'Oise. Il sera suivi d'une réception dans le domaine de Chantilly.

» PATRIMOINE

Le 13 janvier, le président de la République a promis une rallonge budgétaire annuelle de 100 millions d'euros destinée à la sauvegarde du patrimoine. Un nouveau jeu de "grattage" pourrait contribuer à son financement selon Adrien Goetz (*Le Figaro*, 15 janvier). S'inscrivant dans le "plan de relance" de l'économie, la rénovation des cathédrales serait une priorité.

» MÉSENTENTE

« Marine m'a tuer ! » déclare Alain Soral. Il a annoncé le 1^{er} février son départ du Front national, accusant son vice-président de « liquider une base militante profondément anti-Système » et dénonçant l'investissement, en tête de liste pour les élections européennes en Île-de-France, d'un « libéral atlanto-sioniste », par ailleurs « débile et bête ».

» LAPSUS

Interrogé sur RTL le 25 janvier, Éric Besson s'est refusé à nier les « tensions » découlant de certains flux migratoires. Preuve de sa sincérité, le ministre s'est surpris à évoquer « une invasion » en provenance d'Afrique et du Maghreb.

» IMPORTATION

Robert Redeker analyse les manifestations pro-palestiniennes dans *Le Figaro* du 13 janvier : « Le pacifisme tel qu'il s'exprime dans la rue témoigne moins d'une volonté de paix que du désir du triomphe de l'un des camps, ici celui du Hamas. [...] Qui veut la paix ne manifeste pas en hissant haut [...] les banderoles d'un seul des belligérants. » Des propos à méditer dans chacun des "camps". Cette mobilisation résulterait d'un phénomène d'identification ethnique et religieuse, fruit d'une « rencontre explosive entre la télévision et la mosquée ». Cette rencontre « est-elle l'acte de naissance d'une constellation destinée à durer, à peser [...] sur la vie politique française [...] ? Le PCF, la LCR, le NPA, le parti de gauche de Mélenchon lorgnent avec envie sur cet avenir qui pourrait être celui de l'islamo-gauchisme. » Une frange de l'extrême droite adopte une démarche à certains égards similaire.

G.D.

□ HOMMAGE

Le général Jacques le Groignec

Le général Le Groignec s'est éteint le 22 janvier. Ancien pilote, il était aussi un homme de plume. Il nous avait apporté son concours ces dernières années, appuyant son propos sur les leçons d'une riche expérience.

Notre ami et collaborateur le général de corps aérien (c.r.) Jacques le Groignec, commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945, président d'honneur de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP), a rendu son âme à Dieu ce vendredi 22 janvier dans sa quatre-vingt-onzième année.

Homme de plume et d'épée

Nous n'oublierons jamais cet homme de plume autant que d'épée : ces dernières années il nous a apporté le concours de son talent, appuyé sur de vastes connaissances et sur les leçons d'une riche expérience. Il avait voulu au soir de sa vie œuvrer pour la réunion des Français dans la vérité et apprendre notamment aux jeunes à se garder des mensonges ou des à-peu-près qui entretiennent des légendes vite érigées en dogmes si néfastes pour l'unité de la nation.

Né le 12 octobre 1918 à Nouméa, Jacques le Groignec était pilote en escadrille en 1940. Officier de liaison près des Alliés, il servit en Syrie, en Corse, en Italie et en Provence, avant d'être nommé capitaine en 1944 et de commander en Alsace, en Allemagne et en Extrême-Orient. Lieutenant-colonel, il participa en 1966 à la campagne de Suez comme chef d'opération. Il fut ensuite colonel, chef d'état-major du commandement des troupes aériennes tactiques (1961-1963), puis général de division aérienne, directeur du Centre de hautes études militaires (1966-1968) et conseiller technique au secré-



riat général de la Défense nationale, puis membre du Conseil supérieur de l'Air jusqu'en 1974.

Cet homme d'honneur, passionné d'histoire et de lettres helléniques, qui connut entre autres grands hommes Antoine de Saint-Exupéry, continua jusqu'au bout le combat, s'adressant vertement dans une dizaine d'ouvrages aux diffamateurs de la France. Nous ne pouvons mieux faire que de publier ici quelques extraits du ferme et émouvant discours de Yann Clerc, président de l'ADMP,

ce mardi 27 janvier devant sa sépulture au cimetière du Montparnasse :

Premier jalon : le 18 juin 1940. Vous ignoriez alors, le poids que votre citation acquise, en plein ciel, ce fameux jour, pèserait plus tard dans votre bataille contre l'imposture, et dont vous sortirez, là encore, en vainqueur.

Vinrent vos combats en Syrie, avec Dentz auquel vous avez consacré une bien belle page, contre l'agresseur gaullo-britan-

ment des étudiants de droite). Ces derniers ayant eu l'affront de brandir aux côtés des drapeaux palestiniens, l'étendard tricolore, ils ont comme par miracle été encerclés par des manifestants du CNT et du Bétar (paradoxe ?) qui, avec la complicité des forces de l'ordre, les ont écartés de la manifestation pour cause de trouble à l'ordre public. Pendant ce temps, les casseurs gauchistes s'en donnaient à cœur joie sur les divers commerces du quartier de Denfert après avoir embrigadé les jeunes manifestants en qualifiant le mouvement patriote de milice sioniste et anti-arabe...

» VOLONTARIAT ?

On était perplexe à l'idée qu'un projet de loi sur le travail dominical, ayant pour pierre angulaire le volontariat puisse porter à nos yeux ébahis une quelconque crédibilité. On en connaît

aujourd'hui la cause péremptoire, à savoir que le concept de volontariat existera bel et bien sur le papier mais sera vidé de sa substance essentielle : le consentement libre et éclairé. Cette thèse que le grand juriconsulte Sarkozy a tenté de démentir s'est déjà vérifiée dans un cas d'espèce tout à fait récent. En effet, le 14 décembre 2008, un employé d'un hypermarché Géant Casino a été mis à pied pour une période de trois jours pour avoir osé refuser de travailler le dimanche. C'est un avertissement clair pour tous les futurs candidats au poste de technicien de surface : « Ton consentement, on s'en fiche ; on veut juste que tu sois volontaire, un point c'est tout... » Et oui, au diktat des "35 heures", le guignol lilliputien répond par l'ineptie du "travailler plus pour gagner plus", plus, plus... Sacré République !

ANTOINE MELLIÈS

nique. À travers la Méditerranée, vous ramènerez en Tunisie, votre appareil criblé d'impacts, afin de poursuivre la guerre dans l'armée d'Afrique, l'armée de Weygand, de Juin, l'armée du Maréchal. « L'armée de la France », résumiez-vous. C'est donc d'Algérie française que vous décollerez en novembre 1942, pour faire face avec discipline au débarquement américain, en application des directives avisées du chef de l'État français.

Immédiatement, oubliez des satisfactions que pouvait vous fournir votre gloire conquise en Corse, en Italie, sur le Rhin, en Indochine, à Suez, vous décidez de consacrer le temps qui vous sera accordé, sans plus jamais de repos, à remettre l'histoire à l'endroit. Le bilan est fabuleux ! Dix ouvrages, des centaines d'articles écrits pour défendre la réputation de Philippe Pétain, l'honneur de la France et des Français. Sans rien céder à la repentance organisée. Votre œuvre, mon général, est celle du pur historien. Dénuée de tout subjectivisme (les faits, les dates, les sources, les références !) elle est aussi limpide dans son parfait style classique, imprégné de culture grecque, que les messages du Maréchal. Elle fixera longtemps la pensée des hommes de bonne foi. On le vérifie déjà aujourd'hui sur Internet.

Regard inoubliable

Aviateur, vous aviez été un homme de terrain. Vous l'êtes demeuré à la tête de l'Association pour défendre la mémoire du Maréchal aussi proche de nos amis, à Cauchy-la-Tour, à Verdun, à l'île d'Yeu, que le général Pétain avait voulu l'être de ses poilus dans les tranchées.

Insigne honneur ! M^e Isorni vous légua la propriété de la concession mortuaire du Maréchal à l'île d'Yeu, dans l'attente d'une translation de la dépouille du sauveur de Verdun à l'ossuaire de Douaumont, objet constant de vos interventions auprès du pouvoir politique.

N'aviez-vous pas d'ailleurs, pour devenir le chef imposant de tous les maréchalistes, le visage de la fonction ? Quand vous parliez du Maréchal, on retrouvait dans le bleu - hélas mortel - de vos yeux beaucoup de ceux de Philippe Pétain lui-même : couleur, droiture, autorité.

Merci, mon général, d'avoir voulu et su si parfaitement témoigner sur cette terre au nom des millions de Français victimes du désastre de 1940, de la gloire du Maréchal et du sacrifice qui fut le sien... Y.C.

Auparavant, ce même 27 janvier, les obsèques du général le Groignec avaient été célébrées à Paris en la chapelle de l'École militaire, remplie à craquer d'une foule très recueillie. Monique Laïné et Michel Fromentoux, représentaient l'Action française, laquelle prie M^{me} Jacques le Groignec, ses enfants et petits-enfants, d'agréer sa très vive sympathie avec l'assurance de ses prières.

AF

ROME-ÉCÔNE

La Tradition est de retour

Le pape fait un nouveau geste en faveur des traditionalistes, levant l'excommunication qui pesait sur les quatre évêques sacrés par M^{gr} Lefebvre. Seule ombre au tableau : les provocations de M^{gr} Williamson.

L'heureuse nouvelle de la levée par le pape Benoît XVI de l'excommunication frappant les quatre évêques sacrés par M^{gr} Marcel Lefebvre sans l'accord de Jean-Paul II le 30 juin 1988 nous a aussitôt fait penser aux propos admiratifs de Maurras voyant dans le catholicisme « partout un ordre » et dans les maximes de l'Église romaine « l'idée d'un ordre imposé à tout », d'une « discipline » des puissances de l'intelligence et du cœur. Il était impensable que le Siège apostolique ne reconnût pas un jour les mérites de ce prélat qui, voyant ce bel ordre s'effriter de jour en jour (liturgie, catéchisme, formation des prêtres, pratique religieuse...) et estimant que la cause du mal remontait à l'introduction de la démocratie dans l'Église à la faveur du concile Vatican II, prit, poussé par la nécessité, la grave responsabilité de sauver l'intégrité de la Tradition et de sa transmission sans attendre que Rome fût en mesure de l'y autoriser.

Unité et charité

Le Saint-Père, avec un grand courage et sans craindre de subir les foudres des médias, a ainsi fait triompher la vertu de justice au-dessus des simples considérations juridiques. Le texte du décret signé par le cardinal Giovanni Battista Re, préfet de la Congrégation des Évêques, dit expressément : « Par cet acte s'exprime le désir de consolider les relations réciproques de confiance et d'intensifier et de rendre stables les rapports de la Fraternité Saint-Pie X avec le Siège apostolique. Ce don de paix, au terme des cé-

lébrations de Noël, veut être aussi un signe pour promouvoir l'unité dans la charité de l'Église universelle et pour supprimer le scandale de la division. »



Réhabilitation posthume pour M^{gr} Lefebvre

À quoi M^{gr} Bernard Fellay, supérieur général de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, a répondu : « Nous exprimons notre gratitude filiale au Saint-Père pour cet acte qui, au delà de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, sera un bienfait pour toute l'Église. Notre Fraternité souhaite pouvoir aider toujours plus le pape à porter remède à la crise sans précédent qui secoue actuellement le monde catholique, et que le pape Jean-Paul II avait désignée comme un état d'"apo-

stasie silencieuse". » Ainsi donc M^{gr} Fellay lui-même, ainsi que NNSS Bernard Tissier de Mallerais, Alfonso de Galarreta, Richard Williamson, sont maintenant ré-

intégrés dans la grande famille catholique, dont ils n'ont d'ailleurs jamais pensé être sortis... M^{gr} Fellay entend rendre hommage de cet événement à la Vierge Marie puisqu'un million sept cent trois mille chapelets ont été récités depuis le pèlerinage de Lourdes d'octobre dernier pour obtenir son intercession à ce sujet.

L'événement est capital en ces temps où il va bien falloir prendre à bras-le-corps la crise de l'Église. La levée de l'excommunication ne résout pas d'emblée toutes les dif-

ficultés, mais le Saint-Père et M^{gr} Fellay s'accordent sur la « nécessité » d'entretiens prochains sur les questions doctrinales, notamment sur Vatican II (souveraineté sociale du Christ-Roi, liberté religieuse, œcuménisme...), dans la continuité du Magistère de toujours. Il sera désormais possible d'aller au cœur du drame contemporain.

Un amalgame odieux

Bien que ce ne soit qu'une pure et involontaire coïncidence de date, nous n'avons pas manqué de relever que le décret du cardinal Re était daté du 21 janvier, juste du jour où nous avions dans l'esprit et dans le cœur la sublime image de Louis XVI immolé pour sa fidélité aux sacrements donnés par les prêtres non compromis avec la Révolution...

Hélas une ombre au tableau : les déclarations aussi inopportunes qu'aventurées, voire provocatrices de M^{gr} Williamson à une chaîne de télévision suédoise sur un sujet dans lequel son épiscopat ne lui donne aucune compétence particulière : le génocide juif et la macabre comptabilité des victimes. Les médias, bien trop contents de voir dans ce fait une occasion nouvelle de compromettre l'Église catholique, ne cessent d'amplifier ces propos dits négationnistes qui ne représentent qu'une opinion personnelle.

M^{gr} Fellay, qui a d'ores et déjà défendu à son confrère de s'exprimer sur des questions politiques ou historiques, a publié un communiqué : « Les affirmations de M^{gr} Williamson ne reflètent en aucun cas la position de notre société. [...] Nous demandons pardon au Souverain Pontife, et à tous les hommes de bonne volonté, pour les conséquences dramatiques d'un tel acte. »

Il est donc clair que seule la mauvaise foi ou la volonté de nuire à l'Église peut inspirer ceux qui, sur les écrans ou les ondes, s'obstinent dans cet odieux amalgame.

MICHEL FROMENTOUX

» NÉCROLOGIE

« Moi vivant, la redevance n'augmentera pas » avait promis Jean-François Copé, président des députés UMP. Maintenant que le Parlement a augmenté la redevance, on se demande si Copé mettra sa promesse à exécution...

» FAIT DU PRINCE

On peut comprendre qu'un préfet qui ne parvient pas à maîtriser une manifestation soit limogé. Mais ce n'est pas pour cette raison que Nicolas Sarkozy a fait muter Jean Charbonniaud, préfet de la Manche ; c'est parce que le préfet n'a pas suffisamment éloigné les manifestants, imposant quelques huées aux si sensibles oreilles présidentielles...

» STATUES

Alors que les pays communistes ont tous déboulonné les statues de leurs vieilles idoles, l'imprévisible Georges Frêche, président PS de la région Languedoc-Roussillon, veut installer à Montpellier dix statues des grands de l'histoire dont... Lénine et Mao. Demain peut-être les touristes russes et chinois afflueront à Montpellier pour découvrir cette curiosité !

» PARTIS

La réforme des amendements ne permettra pas seulement une meilleure efficacité du travail du Parlement. Elle permettra surtout de renforcer la bipolarisation et le poids des partis puisque c'est entre les groupes parlementaires que sera réparti le temps de parole. Ainsi, les sept députés non inscrits ne disposeront plus que de cinq minutes par texte pour défendre leurs amendements...

GUILLAUME CHATIZEL

» OPEX EN DÉCLIN

S'appuyant sur une étude du ministère de la Défense, La Lettre A, citée par Jean-Dominique Merchet, évalue à 420 millions d'euros sur cinq ans le coût du retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN. Une somme couvrant pour l'essentiel la rétribution des personnels affectés aux structures de l'Alliance. Corollaire prévisible, l'envoi de renforts en Afghanistan, où la France compte 2 800 hommes, ne serait pas à l'ordre du jour selon le ministre Hervé Morin, invité du Talk Orange-Le Figaro le 31 janvier. L'heure est à la réduction des opérations extérieures : certes, le Parlement a approuvé le 28 janvier la poursuite des missions au Kosovo, au Liban, en Côte d'Ivoire, au Tchad et en Centrafrique ; dans les prochains mois, le gouvernement entend pourtant réduire de 20 %

le nombre de soldats engagés à l'étranger (13 000 hommes aujourd'hui), notamment en Afrique.

» INVASION

Un bataillon allemand de cinq cents hommes pourrait s'installer à Colmar dès l'automne, selon Der Spiegel cité le 19 janvier par Secret Défense. Cette implantation viserait, entre autres, à sauver la Brigade franco-allemande menacée par la restructuration de l'armée française, qui s'apprête à rapatrier le 3^e régiment de Hussards stationné outre-Rhin.

» DÉCOLLAGE

Le Rafale décolle enfin à l'exportation. Les Émirats arabes unis devraient confirmer cette année leur commande de soixante avions. En contrepartie, ils exigent la reprise par la France d'autant de Mirage 2000-9. Des

appareils qui se retrouveront vraisemblablement sur le marché de l'occasion. « Il s'agit d'un très bon avion, précise le blog de Jean-Dominique Merchet, le plus moderne de tous les Mirage 2000, mieux équipé que le 2000-5 français par exemple. À tel point qu'il risque d'être un concurrent sérieux... pour le Rafale. » Autres acheteurs potentiels : la Libye (quatorze appareils), le Brésil (une quarantaine), voire l'Inde, la Suisse ou la Grèce.

» TRAHISON

En novembre 2007, Roselyne Bachelot dénonçait l'interdiction faite aux homosexuels de donner leur sang : une « démarche discriminatoire qui n'est pas tolérable » ; elle annonçait sur France Info que sa suspension interviendrait « d'ici quelques jours ». Le ministre de la Santé cède finalement au pragmatisme.

Interrogé par Éric Favereau, il s'en est expliqué dans Libération le 14 janvier : « Les données épidémiologiques sont incontestables : entre 10 et 18 % des gays sont contaminés, alors que ce pourcentage est de 0,2 % pour les hétérosexuels. Il y a un risque [...] trop élevé. »

» DIVERSITÉ

L'AFNOR a annoncé le 14 janvier l'attribution d'un "label diversité" à sept premières entreprises. Créée en collaboration avec le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, cette nouvelle "norme" avait été officialisée par un décret publié le 17 décembre 2008.

» OSTRACISME ?

Yvan Roufiol évoque dans Le Figaro du 28 janvier « la démographie Michèle Tribalat [...]

placardisée à l'INED [...] pour ne s'être pas pliée à la bien-pensance ». Auteur de La République et l'Islam - Entre crainte et aveuglement (Gallimard, 2002, 338 p., 26,50 euros), revendiquant des positions clairement "républicaines", celle-ci récusé par exemple "l'intégration", lui préférant "l'assimilation". Dans un entretien accordé à Riposte Laïque le 27 janvier, elle dénonce les interdits qui pèseraient sur les sciences sociales : « Si vos travaux n'entrent pas dans le champ de la polarisation idéologique, ils sont jugés sans intérêt. [...] S'ils y entrent et qu'ils ne donnent pas les gages suffisants à la défense de l'immigration, des immigrés, de la diversité, etc., ils sont dénigrés, balayés ou tout simplement ignorés. C'est un fonctionnement soviétique où l'on ne risque, il est vrai, que sa réputation. »

G.D.

La Flandre sauve "sa" banque

On avait pu croire la Belgique sauvée - provisoirement - par la crise économique. Mais la grande banque flamande, la KBC (Kredietbank), jusque-là préservée, accusa mi-janvier une perte de 2,5 milliards d'euros.



Branle-bas de combat. Le gouvernement fédéral tergiverse. Les socialistes wallons ne veulent pas voler au secours de la KBC, "mère nourricière" de la Flandre. Ils rechignent en outre à aider le "ministre des banques", le libéral francophone Didier Reynders chargé des Finances. En toile de fond, le corps-à-corps entre socialistes et libéraux pour la prédominance en Wallonie lors des régionales de juin prochain. Le gouvernement flamand ne fait ni une ni deux. En moins de vingt-quatre heures, il souscrit un emprunt de 2 milliards à la KBC. Il la remet à flot et satisfait les actionnaires là où le gouvernement fédéral avait laissé sombrer ceux de Fortis. Moralité : la Flandre témoigne qu'elle est à même de se passer du gouvernement fédéral. « *Italia fara da se* » (L'Italie se fait elle-même) clamait-on au XIX^e siècle. C'est ce que la Flandre entend signifier au XXI^e siècle.

CHARLES-HENRI BRIGNAC

□ EN DÉPIT DE VEIL ET D'OBAMA

Avortement : la vie continue

Signant ses premiers décrets, le nouveau président américain a confirmé sa volonté de faciliter l'avortement. Le 22 janvier à Washington, le 25 janvier à Paris, les "marcheurs pour la vie" se sont mobilisés.

Le combat pour la vie est plus que jamais d'actualité dans le monde entier, notamment en France où le débat sur les lois de bioéthique va bientôt reprendre, et aux États-Unis qui viennent, dans un enthousiasme aussi délirant que télévisé, de porter à la présidence, en la personne du "sympathique" Barack Hussein Obama, un tueur qui n'a jamais cessé de se présenter comme tel.

De Washington...

Rappelons que sénateur de l'Illinois, ce dernier s'était montré farouche partisan du "droit" des femmes à l'avortement, défendant mordicus l'arrêt *Roe vs Wade* rendu en 1973 par la Cour suprême et qui reconnaissait l'avortement sans condition comme un droit constitutionnel au nom de la protection de la vie privée... Il s'était prononcé aussi en faveur de l'avortement dit tardif par "naissance partielle" : on découpe, après le cinquième mois de grossesse, le bébé en morceaux, puis on aspire le cerveau avant de retirer la tête de l'utérus et l'on prétend que l'enfant ne naissant pas vivant il n'y a pas homicide ! Cette pratique barbare avait été interdite par une loi fédérale de 2003 que la Cour suprême n'a validée qu'en 2007. M. Obama s'était alors vivement opposé à cette restriction apportée au crime.

On sait aussi (cf. le *Courrier de Laissez-les-Vivre* de décembre 2008) le nouveau président américain partisan de l'avortement des mineures enceintes sans tenir compte de l'avis de leurs parents. Il n'a jamais caché non plus son intention de promouvoir le *freedom of choice act* (loi du libre choix), réclamant le financement

par l'argent public de l'avortement, et d'imposer cette "liberté", par le truchement de l'ONU, avec sanctions à l'appui s'il le faut, aux pays pauvres d'Afrique, voire au reste du monde.

Aussi seuls les naïfs ont-ils pu s'étonner d'apprendre que trois jours seulement après son investiture, M. Obama s'est empressé de signer, hors présence de la

caricature de George W. Bush prétendant incarner le Bien contre le Mal et la médiocrité du candidat John McCain, lui-même non opposé à l'avortement, ne donnaient guère, nous semble-t-il, envie de voter pour le Parti républicain...

Cependant, l'élu afro-américain vaguement évangéliste va avoir affaire à forte partie et il a sans



Barack Obama fustigé dans les rues de Washington le 22 janvier 2009

presse, un décret rétablissant le financement public d'organisations qui pratiquent ou facilitent l'avortement. Les catholiques américains n'ont pu, lors de l'élection présidentielle du 4 novembre dernier, barrer la route à M. Obama, en dépit des appels de quatre-vingts évêques à tenir au moment du vote la question du respect de la vie comme primordiale. Il faut dire que la politique

doute grand tort de traiter par le mépris comme « inutilement larges et injustifiées » les discussions sur la vie à naître. Ce jeudi 22 janvier, 300 000 marcheurs pour la vie défilaient sous un soleil froid et radieux dans Washington jusque devant les grilles de la Cour suprême, des cardinaux et des dizaines d'évêques à leur tête ainsi que des élus du Congrès et du Sénat. Jeanne Smits

s'y trouvait et raconte dans *Présent* des 23 et 24 janvier ce qu'elle a vu et entendu. Elle a senti la force de conviction animant ces Américains catholiques ou non catholiques, jeunes pour la plupart, qui entendent faire cesser le massacre dans leur pays de plus d'un million de bébés par an. Les opposants à l'avortement (82 % de la population selon un sondage demandé par l'épiscopat) sont opiniâtres et bien organisés. Ils ne baisseront pas les bras.

... à Paris

La même semaine en France, où la loi Veil depuis 1975 réalise déjà le rêve morbide de M. Obama avec un bébé sur quatre mourant d'avortement, la marche annuelle pour la vie rassemblait à Paris le dimanche 25 janvier, de la République à la Bastille, entre 15 et 20 000 personnes. Dix-sept évêques (voir le dernier numéro de *L'AF 2000*) avaient apporté leur patronage, ainsi que les professeurs Jacques Dupâquier et Pierre Chauvin.

Les organisateurs avaient voulu cette année donner à la manifestation une dimension européenne. Ne nous y trompons pas ce n'est pas de l'Europe marchande et uniformisatrice de Bruxelles qu'il attendait quoi que ce soit ! C'est de la véritable Europe se reconnaissant comme chrétienne et respectant les nations, lesquelles doivent sauvegarder leur droit de légiférer selon leurs traditions propres, afin que les législations s'alignent enfin "vers le haut" par une véritable protection de la famille et de l'enfant à naître, comme l'a demandé Mme Cécile Edel, au nom du collectif Trente ans ça suffit ! Les discours de clôture ont notamment dénoncé la législation qui érige l'avortement en « droit de donner la mort aux êtres humains qui nous gênent ».

De Washington à Paris, la volonté de transmettre la vie éclatait donc presque au même moment dans la rue. Comparés à ces marcheurs, ce sont les Obama et les politiciens en place chez nous qui sont vieux.

MICHEL FROMENTOUX

» ÉLECTIONS

Le ministre de l'Intérieur l'a officialisé le 28 janvier : la France enverra soixante-douze députés à Strasbourg à l'issue du scrutin du 7 juin prochain. En application du traité de Nice, elle perdra six représentants par rapport à la précédente législature. En cas de ratification du traité de Lisbonne, elle en regagnerait deux. Les candidats de l'UMP n'ont pas l'intention de se désister : « *Le président de la République a été très clair [...] quand on se présente à une élection, c'est pour siéger dans l'assemblée* », a déclaré Luc Chatel, le porte-parole du gouvernement, à la sortie du conseil des ministres. Cette assurance est-elle la conséquence de la disgrâce de Rachida Dati, que

l'Élysée voudrait exiler au Parlement européen pour toute la durée de son mandat ?

» ARLÉSIENNE

Le taux de TVA dans la restauration passera-t-il bientôt, en France, de 19,6 à 5,5 % ? Jacques Chirac s'y était engagé en 2002. Renouvelant cette promesse, Nicolas Sarkozy se heurte lui aussi à l'opposition de l'Allemagne. Le 20 janvier, lors du conseil Ecofin (réunion des ministres des Finances de l'UE), celle-ci a assoupli sa position. Berlin craignait jusqu'à présent d'alimenter les revendications de ses propres ressortissants en donnant son feu vert. Or, la TVA est encadrée par le droit européen, dont la modification requiert l'unanimité des

États membres en matière de fiscalité. Érigée parfois en garantie suprême de notre indépendance, cette exigence apparaît ici comme un frein aux initiatives du gouvernement, qui ne se risquera pas à enfreindre pour si peu les règles d'une "partie" se jouant à vingt-sept. Paradoxe inhérent à l'intégration européenne ! Le système commun de taxe sur la valeur ajoutée est régi par une directive du 28 novembre 2006. Ce texte impose jusqu'au 31 décembre 2010 un taux standard minimum de 15 %. Il autorise en outre la fixation d'un ou deux taux réduits de 5 % minimum, dont il restreint toutefois l'application à quelques livraisons de biens et prestations de services clairement identifiés (les services de restauration n'en

font pas partie). Ainsi, chaque État demeure libre de fixer un taux standard et un taux réduit, mais non de définir les domaines où s'applique l'un ou l'autre. Par ce biais, les gouvernements européens entendaient vraisemblablement se prémunir d'un risque de "distorsion de concurrence". Dans cette affaire, celui-ci est pourtant loin d'être évident : d'un bout à l'autre de l'Europe, les restaurateurs ne se disputent pas les mêmes clients ; quant au tourisme, s'en trouve-t-il vraiment affecté ?

» DÉMOCRATIE

Confronté à une classe politique, qui lui reprochait son hostilité à l'euthanasie, le grand-duc du Luxembourg avait salué dans son discours de Noël une révision

constitutionnelle qui le libérera de tout cas de conscience : « *Il ne revient pas à un seul individu de remettre en question les décisions des représentants de notre peuple. Les lois sont votées par la seule Chambre des députés. C'est pour cette raison que je considère cette réforme comme un pas vers une monarchie moderne. [...] Je serais heureux et soulagé si [...] on parvenait à éviter des situations où le grand-duc serait obligé d'approuver une loi en désaccord avec ses idées fondamentales. C'est pour cette raison que je remercie toutes les forces politiques d'avoir soutenu, et ce, aussi promptement, cette modernisation si importante et nécessaire de notre Constitution.* »

G.D.

IRAK

Retrait américain en sursis

En dépit de ses promesses, Barack Obama n'ordonnera pas le retrait d'Irak avant mai 2010. Soucieux de préparer la relève, les militaires réclament huit mois de plus. Ils plaident pour une démarche prudente et circonstanciée.

Choix difficile pour le président Obama : doit-il abandonner ses promesses de campagne concernant l'Irak, ou risquer de fâcheux problèmes avec l'autorité militaire ? Première épreuve pour l'ex-sénateur, premiers risques de tensions internes.

Coup de bluff

Il s'était engagé à retirer les 146 000 soldats américains se trouvant en Irak dès le lendemain de son entrée en fonction. Le lendemain, c'est-à-dire le 21 janvier dernier ? Du bluff ! Mais cette audace insensée a séduit les foules pacifistes. Maintenant, Obama est leur prisonnier. Si la situation avait empiré sur place, les choses auraient été plus simples. Une seule idée se serait imposée à tous : plier bagage et rentrer. Or, au cours des deux dernières années, les violences ont chuté de 80 %, les tués américains sont passés de 120 par mois à moins de 15 et les victimes civiles de 4 000 par mois à moins de 500. Alors ?

Au Pentagone, on pense qu'il faudrait batailler encore un peu pour consolider ce mieux encore timide, transformer un maximum d'essais en appliquant, d'une façon encore plus systématique, la stratégie du général David Petraeus. Ancien patron des GI's, il coiffe maintenant à l'état-major toutes les opérations au Moyen-Orient. En 2007, en Irak, il appliqua deux grands principes de la guerre psychologique : faire du terrain, bâtir du social. On a



Tout dépend des 500 000 soldats et policiers irakiens.

connu ce schéma en Algérie. Les Américains sont donc sortis de leurs casernes, de leurs blindés, et se sont mêlés à la population pour lui offrir une protection. Effets spectaculaires. Du coup, le nouveau président se sent obligé d'adoucir ses positions. Dans l'immédiat, on ne retire rien, on réduit. Nuance.

Former des unités

L'autre semaine, Barack Obama passa une matinée au Pentagone, près de Washington. C'était sa première visite au cœur de l'état-major des armées. Visite très médiatisée, histoire de faire comprendre aux généraux que tous les démocrates ne négligent pas la Défense. Et de clarifier les positions des uns et des autres sur l'Irak. Obama voudrait décrocher dans seize mois. Une

date qui pourrait à la rigueur satisfaire ses partisans. De son côté, le général Ray Odierno, nouveau patron des GI's, souhaiterait un retrait prudent et graduel, basé sur l'état des lieux et non tiré d'un calendrier figé. Pour lui, mai 2010, c'est trop tôt. Il penche pour janvier 2011. Huit mois de plus. C'est énorme dans une guerre psychologique : ils permettraient à Odierno de compléter l'entraînement des 500 000 soldats et policiers irakiens qui devront assurer la relève. C'est d'eux que tout dépend. Une question résume cette course contre la montre : combien y aura-t-il d'unités locales vraiment opérationnelles dans un avenir prévisible ? Odierno répond : un nombre suffisant, à condition d'avoir du temps.

Le temps, tout est là. C'est parce qu'on lui en a donné en 2007 - en plus du renfort de 30 000

hommes - que le général Petraeus a pu verrouiller le piège dans lequel était tombé Al-Qaida. Les chefs terroristes avaient commis l'erreur de s'aliéner leur clientèle sunnite en lui imposant un islam puritain sans avoir consolidé au préalable la base de leur pouvoir. Ainsi, quelques centaines d'Irakiens furent égorgés pour des joues glabres ou une bouffée de cigarette. Radicalisme qui finit par dérapier sur une sourde révolte. Petraeus n'eut qu'à recueillir les fruits de cet aveuglement.

Guérir les blessures

Il en recueillit d'autres lorsqu'il s'aperçut que c'était une maladresse coupable de s'attaquer systématiquement aux sunnites et rien qu'à eux. Sans doute parce qu'ils sont les anciens maîtres du pays, et que leur image se confondait avec celle de Saddam Hussein. Petraeus abandonna cette attitude hostile héritée de ses prédécesseurs. Les effets furent immédiats. Moins harcelés par les Américains, les sunnites se retournèrent contre les agents d'Al-Qaida ; avec l'argent du Pentagone, ils s'organisèrent même en milices contre les fous d'Allah.

Des fous et des défis : en raccourci, c'est l'Irak. Des défis - deux surtout - qu'Odierno a rappelés à Obama : il faudra bien qu'un jour les autorités irakiennes se rendent compte qu'elles n'auront plus de grand allié à leur côté, qu'elles seront seules aux commandes de leur propre pays. Et il faudra bien aussi que le gouvernement de Bagdad prenne conscience que la sécurité dépend en grande partie de la guérison des blessures infligées mutuellement au cours de décennies par les sunnites, les chiïtes et les kurdes.

De notre correspondant aux États-Unis
PHILIPPE MAINE

» GERMINAL

Une frégate française a débuté le 24 janvier sa mission au large de la bande de Gaza. Le *Germinal* surveillera les mouvements des navires afin de lutter contre le trafic d'armes, en coopération avec Israël et l'Égypte. « Le bâtiment est rompu à ce type d'opération, précise Mer et Marine, puisqu'il était intégré, auparavant, au dispositif [...] des Nations Unies devant le littoral libanais. »

» AMBASSADEUR

Qui sera le prochain représentant de la France à l'ONU ? Alain Lamassoure serait sur les rangs, après avoir été évincé de la tête de liste UMP pour les européennes dans le Sud-Ouest. Le président de la République aurait proposé le poste à Jack Lang, qui préférerait être envoyé à Washington selon le *Nouvel Observateur* (16 janvier), et réclamerait un rang ministériel, comme cela se fait dans l'administration américaine. En tout cas, Nicolas Sarkozy semble décidé à attacher un profil plus "politique" à son nouvel émissaire.

» VICTIMES

Après s'être rendu sur place, un journaliste italien, Lorenzo Cremonesi, estime à 600, et non 1 300, le nombre de victimes à Gaza (*Corriere della Sera*, 21 janvier, cité sur *Secret Défense*). Révision rendue nécessaire par la propagande du Hamas ? Le cas échéant, celui-ci aurait bénéficié de la "complicité" d'Israël, Tsahal ayant tenu les observateurs à l'écart de son théâtre d'opération.

MISE AU POINT

Judaïsme et sionisme

Jean-Christophe Attias rétablit une distinction délibérément négligée. Selon lui, Israël est un État dont les intérêts ne sont pas ceux de la diaspora juive.

M. Jean-Christophe Attias, titulaire de la chaire de pensée juive médiévale à l'École pratique des hautes études, a publié dans *La Croix* du 27 janvier, sous le titre *Israël n'est pas le judaïsme*, un article montrant le danger d'identifier le judaïsme au sionisme.

« Depuis des semaines, écrit-il, représentants politiques et dignitaires religieux de la communauté juive semblent parler d'une seule voix. Selon les premiers, "la grande majorité" des juifs de France soutiendraient sans réserve l'État d'Israël et son offensive à Gaza [...] Résignés à réduire la diaspora au simple statut d'appendice de l'État d'Israël, nos porte-parole laïcs oublient [...] que cet État sert des intérêts qui

sont les siens [...], non ceux du "peuple juif" dans son ensemble, et que, dans la poursuite de ses objectifs, il se soucie finalement assez peu du sort de ses frères de diaspora, considérant à l'occasion qu'une possible aggravation de ce sort pourrait avoir le mérite de grossir les rangs des immigrants. Leurs déclarations confirment, installent et légitiment, dans l'esprit de maints pro-palestiniens, la confusion dévastatrice entre juifs et Israéliens. »

M. Attias doute que Tsahal soit « une armée spirituellement exemplaire ». Il lui paraît choquant « de présenter l'opération Plomb durci non point comme l'action d'un État souverain visant à sauvegarder ou à renforcer ses intérêts [...], mais comme un

combat pour une idée et des valeurs universelles, comme l'héroïque lutte d'une armée idéale pour l'homme [...] et sa liberté ».

En tant que juif, M. Attias ne se sent pas impliqué dans « les errements d'un État de fraîche date qui, pour juif qu'il se dise et pour légitime que soit son existence, n'est rien de plus qu'un État ». Et de dénoncer le scandale de l'oppression dont est victime le peuple palestinien, avant de conclure : « Identifier le judaïsme au sionisme ou aux intérêts d'un État, c'est lui faire courir un danger majeur. Je vis comme une trahison et comme un désaveu tragique cette sinistre confusion des genres. De la même façon que bien des musulmans vivent comme une trahison [...]

la sinistre confusion [...] de l'islam avec une radicalité idéologique et politique qui, en fait, le déshonore. »

Voilà des propos d'un bon sens et d'un réalisme trop rares dans la presse d'aujourd'hui qui assimile trop souvent la moindre critique d'Israël à un discours antisémite. Ce que dit M. Attias mérite d'être médité par quiconque souhaite une paix durable en Palestine.

M.F.



L'ACTION FRANÇAISE

TARIF DES ABONNEMENTS (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an) 76 €	5. Abonnement de soutien (un an) 150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an) 85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 60 €
3. Abonnement ordinaire (un an) 125 €	7. Outre-mer (un an) 135 €
4. Abonnement de six mois 70 €	8. Étranger (un an) 150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

□ PROCHE-ORIENT

Obama revoit ses priorités internationales

La paix dans la région pourrait venir de Washington et s'appuyer sur le rôle croissant du Caire. Regardant au-delà de l'Afghanistan, la Maison Blanche a dépêché un envoyé spécial en Palestine, l'ex-sénateur George Mitchell, dont la médiation suscite des espoirs légitimes de réussite.

La plupart des observateurs avaient pensé, pendant la campagne de Barack Obama, que l'Afghanistan constituerait sa priorité absolue à l'étranger, et que les autres sujets brûlants attendraient. Les événements ont modifié cette perception.

Le grand jeu

La nouvelle administration américaine fait preuve d'un extraordinaire dynamisme pour ses débuts. Dès les premières heures, Obama et son équipe se sont attaqués au dossier palestinien. Principalement pour deux raisons : la crise s'étant envenimée soudainement, elle pouvait finir par embraser la région ; la Palestine, le Liban, la Syrie, le nucléaire iranien, l'Irak et le théâtre afghano-pakistanaï sont des problèmes étroitement liés, avec la subversion islamiste comme dénominateur commun. Washington s'attelle donc à l'ensemble : le "grand jeu", aurait-on dit au début du siècle passé.



Obama, artisan de paix ?

Premier geste significatif pour la Palestine : l'ex-sénateur démocrate septuagénaire George Mitchell a été nommé envoyé spécial du président dans la région et médiateur pour le conflit palestinien. Très respecté à Washington, il avait résolu avec art et patience un autre conflit long et sanglant, la guerre civile ir-

landaise. Il connaît bien la région palestinienne et ses dirigeants. Il passe pour être tenace. Il a une solide réputation d'impartialité. Il s'est rendu immédiatement sur place. Le processus sera long et la tâche rude. Mais si l'administration Obama agit de manière impartiale et montre réellement sa volonté de résoudre la crise,

la médiation aura de sérieuses chances de réussir. La nouvelle politique américaine va s'appuyer sur l'Égypte, qui joue ici un rôle de plus en plus important.

Traiter avec le Hamas

On renforcera l'Autorité palestinienne et le président Mahmoud Abbas. On ne discutera pas officiellement et directement avec les "terroristes du Hamas", mais on laissera Le Caire négocier avec eux, et on favorisera, par l'entremise des Égyptiens et des Séoudiens, la formation d'un "cabinet d'union nationale" à Ramallah. On finira donc par discuter avec l'ensemble des Palestiniens, y compris les islamistes assagis. Encore faudrait-il que Téhéran, principal bailleur de fonds et soutien du Hamas, ainsi que Damas, intermédiaire incontournable, n'opposent pas trop d'obstacles à ces efforts...

Reprenant la "feuille de route", restée lettre morte, de George

W. Bush, Mitchell réaffirme deux exigences : la création de l'État palestinien, et l'arrêt des colonisations sauvages entreprises par les Israéliens, en échange de la cessation définitive des tirs d'obus et de roquettes contre le territoire de l'État hébreu. Deux principes d'équité et de bon sens.

La balle sera bientôt dans le camp israélien. Qui sortira vainqueur des élections législatives de la semaine prochaine ? Une coalition gouvernementale Kadima-travailleurs-Likoud ou une équipe Likoud-partis religieux et extrémistes ? La première hypothèse va dans le bon sens et a la faveur de Washington. La seconde moins. Dans les deux cas, il faudra qu'enfin les États-Unis se posent en arbitre et non en seul soutien de l'État hébreu. La nouvelle administration donne l'impression de l'avoir compris.

Qu'en est-il de l'Europe et de la France dans cette affaire complexe ? Les Européens sont les principaux bailleurs de fonds de la Palestine. Ils vont sans doute financer les travaux de reconstruction à Gaza. En dehors de quelques déplacements spectaculaires, de quelques photos prises un jour, oubliées le lendemain, leur rôle reste limité. Il faut souhaiter qu'ils se montrent activement solidaires de l'action entreprise par Washington et Le Caire. En attendant mieux.

PASCAL NARI

Le piège de Gaza a broyé les hommes, malmené les consciences, libéré les pulsions meurtrières, garrotté les dernières espérances de paix. Tous nos interlocuteurs venus de Gaza, acteurs et observateurs, "sismographes" des secousses moyennes-orientales, nous ont tracé un tableau apocalyptique. À commencer par les parlementaires qui, avant le cessez-le-feu, avaient pu pénétrer, le temps d'un trêve, dans la bande de Gaza.

"Sociocide"

La Belge Véronique De Keizer, député au Parlement européen, confiait son émotion : « Des milliers d'enfants dans les centres de l'UNWRA [Nations Unies] nous suppliaient de les emmener. Ils se pressaient autour de nous. Nous sortions, ils restaient. » C'est une autre Belge qui lui fait écho : Marianne Blume, professeur de langue de 1995 à 2005, mit en place une filière de français à l'université El Azhar à Gaza. Dans un livre récent, *Gaza dans mes yeux*¹, elle conte la vie des Gazaouis au quotidien. La guerre qui leur est infligée est, à ses yeux, « sociocide ». Elle vise à « l'éradication du peuple palestinien ». Plus rien ne lui appartient, ni la terre, ni la mer, ni l'air.

Marianne Blume parle des vedettes israéliennes qui tirent sur les pêcheurs dès qu'ils transgressent les eaux côtières circonscrites, selon les époques, à 10, 15 ou 20 milles marins. Or le gros poisson se trouve bien plus au large. Le port de Gaza ? Il a été

□ TÉMOIGNAGES

Confrontés au piège de Gaza

Quelques personnalités revenues de Gaza évoquent le quotidien des habitants d'une région sinistrée par la guerre. Beaucoup de colère...

inauguré à trois reprises après avoir été détruit autant de fois par Tsahal. L'Europe paie, Israël saccage, l'Europe paie à nouveau... Dans les airs, la maîtrise appartient aux drones, ces "tondeurs du ciel" qui scrutent chaque

Âge. » Aussi réelle que puissent être les responsabilités du Hamas, l'opération meurtrière et disproportionnée d'Israël ne peut que renforcer l'emprise des islamistes en Palestine et dans tout le Proche et Moyen Orient.

l'avons revu il y a quelques jours à Paris. « Ceci, nous a-t-il dit, est la première guerre où les crimes de guerre sont passés en direct sur les écrans de télévision. Nous n'avons plus ni eau, ni nourriture, ni électricité, ni médicaments. Ni ciment pour enterrer nos morts... Les destructions encourues équivalent à un tremblement de terre. »

Tsunami militaire et politique

La colère, la révolte succèdent au constat : « Nous subissons la loi de la jungle et l'Europe est complice. Si demain le Hamas devait procéder à des attentats suicide l'Europe, cette fois, ne serait plus en droit de protester ! Nous avons la rage après trop d'injustices. Chacun résiste et résistera. Où donc est la loi internationale qui fait obligation de protéger les civils ? » La douleur explique la sévérité, certains diront l'excès du propos. N'occultons pas pour autant le rôle du Hamas. On peut légitimement concevoir une riposte israélienne à ses tirs. En mai dernier nous étions dans les kiboutz en lisière de Gaza. Entre le moment où l'alerte était donnée et



Comment vivre dans une région en perpétuelle reconstruction ?

pouce de terrain. Gaza n'est qu'un "enfermement". Physique et mental. Est-il dès lors surprenant, comme le souligne Marianne Blume, qu'il suscite la violence ?

Des Israéliens n'hésitent pas à annoncer la couleur : « Nous allons ramener Gaza au Moyen

Nous avons rencontré il y a quelques années Raji Sourani, le président de la Ligue palestinienne des Droits de l'Homme à Gaza. Tout sauf islamiste, il a pour unique dessein d'assurer justice et vie décente à une population rejetant l'occupation. Nous



celui où l'impact intervenait, il ne s'écoulait que soixante secondes. Même s'il n'y eut qu'entre dix et quinze morts en sept ans, les habitants subissaient ce qu'Élie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël à Paris, appelle « un supplice chinois ». Mais le "tsunami" déchaîné par Israël, après avoir affamé Gaza depuis 2007, provoque des ravages.

Le dernier "dommage collatéral" est politique. À Davos la semaine dernière, Erdogan, le Premier ministre turc, et Shimon Peres, président de l'État d'Israël, se sont gravement brouillés. Israël vient de perdre un allié. Puissant militairement, important politiquement. Le vieil adage perdure : « Jupiter rend fou ceux qu'il veut perdre. »

CHARLES-HENRI BRIGNAC

1 - Marianne Blume : *Gaza dans mes yeux*. Context, Jean-Marc Dubray éditeur. 232 pages.

□ UNE PAGE D'HISTOIRE

Paris capitale de la révolution iranienne

Il y a trente ans, le 1^{er} février 1979, Rouhollah Khomeyni revenait en Iran après quinze ans d'exil. Il déclara la fin de la monarchie le 11 février, mettant en place un gouvernement provisoire. La Révolution islamique triomphait, orchestrée depuis Neauphle-le-Château avec la bénédiction des Occidentaux.

Début février 1979, la monarchie iranienne vivait officiellement ses derniers jours. Depuis le 16 janvier et le départ du shah Mohammad Reza Pahlavi, la transmission du pouvoir aux révolutionnaires était en route, sous la supervision du général américain Huyser. Tout allait être "finalisé" dans la nuit du 11 au 12 février, et le bain de sang commencer. Le dernier acte de ce "scénario", en gestation depuis 1974, se joua à Paris et Neauphle-le-Château.

Un personnage obscur

Le 6 octobre 1978, un religieux chiite, Rouhollah Khomeyni, débarqua à Paris, accompagné d'un Américain d'origine iranienne, Ibrahim Yazdi, son futur mentor. Peu connu, y compris dans son propre pays, « il n'aurait pas existé » sans « une combinaison Est-Ouest ». Titulaire d'un passeport iranien, il n'avait pas besoin de visa et ne demanda pas l'asile. À l'inverse de ce qu'on a prétendu, Téhéran n'a jamais demandé son extradition, espérant vaguement que Paris lui rappellerait ses obligations de réserve.

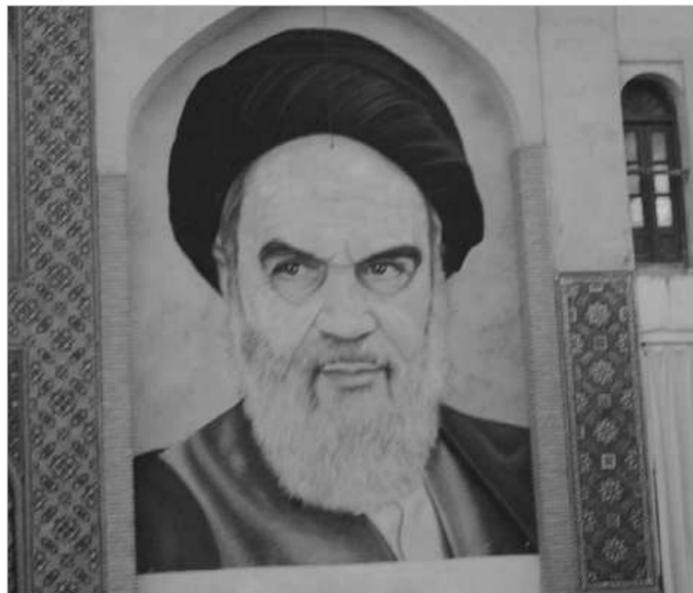
Tout était prêt pour l'accueillir à Neauphle-le-Château, cité paisible et plutôt bourgeoise de la banlieue parisienne. « Son hôtel particulier est gardé comme le Saint Graal par des troupes d'élite françaises », en fait deux escadrons de sécurité. Méfiant, Khomeyni obtint la venue d'agents algériens et de quelques Palestiniens. « Il y avait aussi autour de lui des agents de tous les services secrets du monde. » « L'intendance et la logistique étaient assurées par les opposants iraniens au Shah dotés de contacts avec les mouvements palestiniens et gauchistes, subventionnés largement par le dictateur libyen, le colonel Kadhafi. » Ils étaient aidés, selon le comte Alexandre de Marenches, par « des enthousiastes, gauchistes de tout poil venus dare-dare de toutes les universités occidentales auxquels se mêlent différents spécialistes ad hoc ». L'alliance gauchiste-islamiste ne date pas d'aujourd'hui. Un de ses principaux conseillers admittra que « Khomeyni a alors bénéficié de multiples avantages, lignes téléphoniques, liaisons radio, facilités aériennes pour transporter les cassettes contenant ses appels enflammés à la révolte et j'en passe... »

Pierre de Villemarest, connu de la Résistance, ancien des services spéciaux français, alors membre du comité de rédaction de *Valeurs Actuelles*, fut le premier journaliste occidental à rencontrer Khomeyni. Il l'interrogea « pendant deux heures » par le truchement d'un interprète.

« Khomeyni alla se reposer dans une seconde résidence... J'entendis [...] des bruits qui me rappelaient ceux d'enregistrement [...]. Je prétextai un besoin urgent, mais au lieu d'aller vers la sortie, j'ouvris la porte de la pièce voisine. [...] J'eus [...] le temps de voir toute une installation ra-

été tué lors d'une rixe dont le coupable fut jugé et pendu au début du XX^e siècle.

On fit "assassiner" son fils en 1978 sur ordre du shah Mohammad Reza Pahlavi. Une vengeance contre le soulèvement populaire « qu'il dirigeait ». La victime était morte plus d'un an auparavant



Portrait de Khomeyni dans une maison iranienne
Une notoriété internationale construite de toutes pièces fut la cause de sa popularité originelle à Téhéran.

dio. [...] Je me précipitai à Paris auprès des autorités qualifiées à l'intérieur, m'étonnant que Khomeyni eût le droit d'émettre à l'étranger depuis la France. Ce qui prouvait tout de même que tout était préparé. On me pria de m'occuper d'autre chose. »

Le recoupement des témoignages ne laisse aucun doute. Dans mon dernier livre¹, j'ai analysé, documents à l'appui, le rôle de Washington et Londres. Depuis quelques mois, les archives américaines étant accessibles, plusieurs chercheurs et instituts d'outre-Atlantique abondent dans le même sens, détails ahurissants à l'appui : à partir de Paris « l'Occident mettait en place officiellement le régime de la république islamique ».

Fausse et vraie biographie

Il fallait doter Khomeyni d'une biographie de "leader emblématique", « fabriquer le personnage » comme l'écrivit un de ses proches ayant finalement choisi la dissidence. On occulta son origine indienne. On fit de son père, simple scribe au service d'un féodal local « le chef de la communauté de Khomeyn » (bourgade du centre du pays où Khomeyni est né), "assassiné" sur ordre de Reza shah, fondateur de la dynastie Pahlavi et père du souverain régnant. Mais Reza shah n'avait accédé au trône qu'un quart de siècle plus tard ! En réalité, le père de Khomeyni avait

d'une crise cardiaque, et Khomeyni avait démenti son assassinat au moins à trois reprises. Ce qui ne l'empêcha pas, une fois au pouvoir, de le proclamer "martyr" et de faire rebaptiser à son nom une grande artère de la capitale iranienne.

On commença à l'appeler "imam". Titre abusif, voire blasphématoire pour les chiites qui le réservent aux douze descendants du prophète Mahomet. Les deux journalistes français - d'origine arabe, mais non musulmans et aux noms bien francisés - qui "lancèrent" ce titre, repris plus tard par la constitution de la république islamique, confondaient probablement les pratiques chiites et sunnites. Qu'importe : "Imam Khomeyni" est né à Neauphle-le-Château.

La « machine de propagande planétaire » se mettait en marche, pour reprendre l'expression d'Alexandre Zinoviev. Selon une source française, cent trente-deux entretiens et cinquante déclarations publiques furent organisés en moins de quatre mois. Une source officielle de la république islamique évalue « à environ quatre cents ces entretiens de presse ».

Tout était préparé par un "comité de professionnels" présidé par Ibrahim Yazdi, qui l'admit publiquement par la suite : « Nous demandions les questions aux journalistes. Nous leur disions : comme Monsieur ne connaît aucune langue [étrangère], nous traduisons ces questions, nous ob-

tenons les réponses de Monsieur, nous les traduisons pour vous les donner. » « Ainsi le journaliste venait, s'asseyait près de l'imam, posait les questions qu'il nous avait données et ne recevait en guise de réponses traduites que ce qui avait été préparé. »

On faisait dire au personnage tout ce que l'opinion occidentale devait entendre. Un soir, on retarda le début d'un journal télévisé, prétextant que "l'imam" devait terminer ses prières. Or, en cette saison la "prière du soir" était dite bien plus tôt. La BBC devint la voix de la révolution, annonçant dans ses programmes persans la date et les lieux des manifestations. L'Amérique et Israël, également très écoutés en Iran, étaient à peine plus discrets.

Divine surprise

Toute une partie de l'intelligentsia occidentale, française surtout, cria à la "divine surprise". Des comités de soutien étaient présidés par Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir et Michel Foucault. Le premier se contenta de prises de position pro-parisiennes, tandis que les deux autres se rendirent à Téhéran.

Dans un éditorial du *Monde*, André Fontaine évoqua « le retour du divin », comparant Khomeyni à Jean-Paul II, et souhaitant leur rencontre « pour la paix du monde ». Son article, traduit en persan, eut un grand retentissement en Iran. Jacques Madaule écrivit dans le même quotidien : « Qui sait, après tout, si la position du peuple iranien n'ouvre pas à l'humain les portes de l'avenir ? » Pour Gabriel Matzneff, l'attitude de l'ayatollah Khomeyni était dans « l'ordre religieux nécessaire et féconde ». Il eut, néanmoins, la lucidité de se demander si le gouvernement français assurerait les mêmes facilités à un pape russe venu à Paris contester le régime de Brejnev. Saint-Germain des Prés avait trouvé sa nouvelle idole...

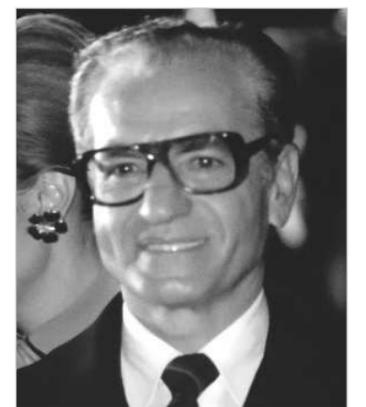
Les politiciens de gauche abondèrent dans le même sens. Le PS, présidé par François Mitterrand - qui changea de position une fois au pouvoir -, proclama « son soutien résolu » au mouvement, organisant une manifestation en sa faveur. Le 14 février 1979, son bureau exécutif jugea « la victoire » de la révolution islamique « exceptionnelle dans l'histoire contemporaine ».

Quelques voix discordantes se levèrent ici ou là, vite étouffées par la clameur politiquement correcte. À Téhéran, découvrant son importance acquise à l'étranger, les foules arborèrent le portrait de Khomeyni. Sa popularité en Iran augmentait d'autant son crédit international. Aux États-Unis, un expert proche de la Maison

Blanche déclara que la révolution khomeyniste « était le plus beau moment de l'histoire de l'islam », un autre que « l'ayatollah Khomeyni n'était nullement intéressé par le fait de gouverner » ; un troisième écrivit : « [L'] imam Khomeyni est un miracle dans toute l'histoire de l'humanité. Il n'y a pas eu de chef qui lui soit comparable. Et je pense qu'il n'y en aura pas d'autre. » L'ambassadeur Andrew Young, représentant des États-Unis auprès de l'ONU, voyait en Khomeyni une sorte de « saint social démocrate s'inspirant de la Déclaration universelle des droits de l'homme ». Et j'en passe...

Désillusion

Ainsi furent planifiés les événements qui conduisirent le régime impérial à sa chute, mettant à profit ses faiblesses des trois ou quatre dernières années. Tout le monde s'en déclara enchanté à Paris, Londres, Washington, et même en Israël. On déchantait très vite. « Mauvaises idées, mauvaises conséquences », déclara le professeur Jane Kirkpatrick, qui succéda sous Reagan à Andrew Young. « C'est au Proche et au Moyen-Orient que les dirigeants américains auront montré avec le plus de persévérance leur magnifique aveuglement. [Neauphle-le-Château] n'est pas la phase la plus glorieuse de la France. Il est difficile de comprendre pourquoi le président Giscard d'Estaing accorda tant de bienveillance et de



Mohammad Reza Pahlavi
Le dernier shah quitta l'Iran le 16 janvier 1979.

moyens à ce faux prophète [Khomeyni]. L'Iran des Pahlavi n'était certes pas parfait, mais il était en pleine modernisation et en pleine expansion. Fallait-il pousser à le remplacer par un régime arriéré animé par un fanatisme aveugle ? L'essor de l'islamisme radical date de là. » Tout est dit dans ces quelques lignes. Elles sont signées Maurice Druon.

HOUCANG NAHAVANDI

Ancien recteur de l'université de Téhéran
Ancien ministre de SM le shah d'Iran

¹ - Iran, le choc des ambitions. Aquilon 2007, 744 pages.

* Tous les faits et déclarations repris dans ce récit sont basés sur les documents, rapports et déclarations fiables ou officiels. Pour ne pas charger l'article, les références n'ont pas été citées. Les lecteurs intéressés pourront les demander à la rédaction de L'Action Française 2000.

WALKYRIE

Jean-Louis Thiériot publie la seule biographie disponible en français du colonel Claus von Stauffenberg ¹, principal responsable de Walkyrie, le complot qui, le 20 juillet 1944, aurait dû abattre Hitler.

Il s'agit d'un livre remarquable, d'abord par la personnalité de cet aristocrate allemand archétypal qui se laissa prendre au rêve de revanche hitlérien, mais comprit assez vite la nature du régime. Les facteurs personnels, politiques, philosophiques, nationaux égarant Stauffenberg, obnubilé par la soif de revanche et animé d'une sainte horreur de la révolution, révèlent une part de l'âme allemande trop sensible au romantisme fumeux. Ce fut la foi catholique qui vint à bout de ces démons, laissant à Stauffenberg, lecteur de saint Thomas d'Aquin, l'obligation du tyrannicide.

Thiériot tient son lecteur en haleine parce qu'il ne fait pas mystère d'aimer son sujet. Déroulant le drame avec l'implacabilité d'une tragédie grecque, ne cachant rien des erreurs des conjurés, il rend Stauffenberg, héros malheureux et solitaire au courage sans faille, exemplaire et fraternel à toute âme bien née. Définitivement sublime jusque dans l'inutilité apparente de son sacrifice.

On relira en parallèle l'essai d'August von Kageneck, *De la croix de fer à la potence* ², consacré à un autre officier de la conjuration, le capitaine Roland von Hoesslin ; celui-ci, luthérien, eut plus de mal à se libérer du cas de conscience posé par un passage à l'acte qui ressemblait à de la haute trahison. Là encore, les lois éternelles de Dieu finirent par l'emporter sur le poids des serments humains. Ultime sursaut d'un monde chevaleresque.

ANNE BERNET

1 - Perrin, 300 p., 19,90 €. 2 - Perrin Tempus, 200 p., 8 €.

□ CETTE ANNÉE-LÀ

1783 : Louis XVI homme de progrès

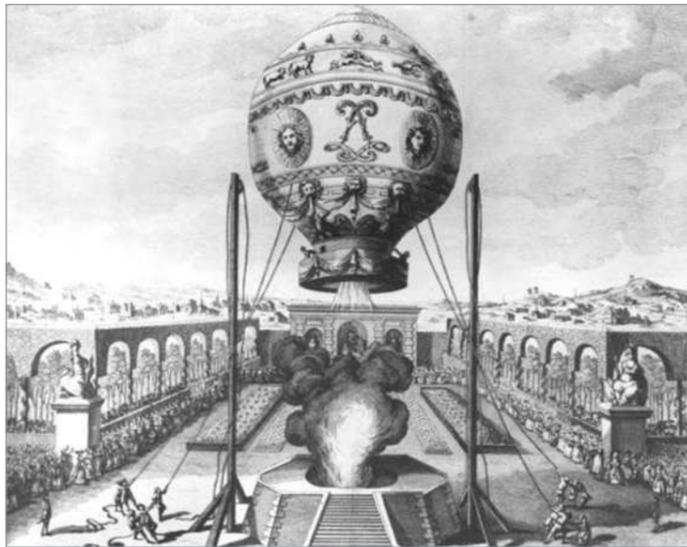
Féru de science et de physique, Louis XVI découvre un étrange ballon venu du Vivarais. Le 17 octobre, sous des acclamations frénétiques et le regard du roi, l'œil collé à sa lorgnette, une montgolfière s'élève dans le ciel de Versailles. Avec à son bord un coq, un canard et un mouton.

Cette année-là, la neuvième de son règne, Louis XVI, vingt-neuf ans, féru de science et de physique, avait entendu parler de l'expérience inouïe réalisée le 4 juin à Annonay, en présence des États du Vivarais, par les frères Joseph et Étienne Montgolfier.

Vision du diable ?

Respectivement quarante-trois et trente-huit ans, douzième et quinzième enfants du célèbre papetier de Vidalon-lès-Annonay Pierre Montgolfier, les deux frères se passionnaient depuis quelques années pour les propriétés de l'air chaud. Déjà, dans quelques châteaux environnants, ils avaient discrètement confectionné avec du taffetas et des cordages un petit ballon qui, placé sur un feu de laine et de paille humide, s'était élevé de terre, sous les yeux de quelques amis pétrifiés... Mais le 4 juin, bravant la pluie, c'est une masse bien joliment ronde de neuf cent quatre-vingt-quatorze kilos qui, en neuf minutes et demi, s'éleva à deux mille mètres sur l'horizon annonéen, avant de retomber deux kilomètres plus loin en feu sur une vigne, et de provoquer la fuite éperdue des paysans croyant voir le diable... Il n'en reste pas moins que ce premier aérostat qu'on allait bientôt appeler la montgolfière était la réalisation de l'un des plus vieux rêves de l'humanité.

L'expérience d'Annonay fit en moins de trois mois grand bruit dans l'Europe entière. Louis XVI déclara qu'il ne s'agissait « pas seulement de spectacles surprenants par leur nouveauté mais surtout d'expériences scientifiques à suivre sous le contrôle d'une commission déléguée à cet effet ». L'Académie des Sciences réclama les inventeurs. Toutefois



Ascension captive d'une montgolfière dans les jardins de la papeterie Réveillon le 19 octobre 1783 (Dessin de Claude-Louis Desrais)

Pierre Montgolfier commençait à trouver que ces jeux de ballons ne favorisaient pas les affaires de la papeterie... Joseph n'aimant pas les mondanités, seul Étienne, écrivant quotidiennement à Joseph, vint en août à Paris, où dans sa jeunesse il avait suivi les cours d'architecture de Soufflot. Les ballons agitaient alors toutes les têtes de la capitale. La mode s'empara (coiffures, robes, bibelots). Un rival, le physicien Charles (dont beaucoup plus tard la veuve allait faire rêver Lamartine au lac du Bourget...) fit partir, le 26 août, du Champ-de-Mars un ballonnet gonflé à l'hydrogène.

Étienne Montgolfier, attendu à Versailles le 19 septembre, s'affairait alors dans les jardins de la manufacture de papiers peints de son ami Réveillon, faubourg Saint-Antoine, à mettre au point un énorme ballon d'une demitonne... qu'un ouragan détruisit le soir du 12 ! On s'acharna sans compter et tout fut miraculeuse-

ment prêt pour le transport à Versailles le matin du 19 ! Détail inattendu : Étienne annonça que le vol serait habité d'un coq, d'un canard et d'un mouton !

Tandis que la cour du château était noire de monde et qu'un embouteillage jamais vu obstruait la route, Louis XVI demanda pour suivre attentivement l'expérience un *memorandum* à Étienne, lequel, affolé à l'idée de perdre du temps, dut prendre vite congé du roi pour aller surveiller les préparatifs.

À la conquête de l'espace

Mais bientôt, fendant la foule, le roi, accompagné de Marie-Antoinette, du comte d'Artois (futur Charles X) et de Madame Élisabeth s'approcha, bravant l'odeur du feu que l'on activait. À une heure et huit minutes de l'après-midi, le globe s'éleva majestueux sous les acclamations frénétiques,

puis, stupeur, se stabilisa incliné lors d'un coup de vent, descendant se coucher en douceur dans le bois de Vaucresson.

Étienne, une fois de plus affolé, monta quatre à quatre vers les appartements royaux où le roi avec sa lorgnette ne perdait rien du spectacle et put ainsi dire à l'inventeur où était tombé le ballon, mais cela ne suffisait pas. Étienne attendait des nouvelles des petits voyageurs... Le repas avec le contrôleur des Finances, d'Ormesson, et les académiciens ne commença pour lui à bien passer que lorsque l'émissaire du roi vint rapporter que les animaux se portaient bien ! Si le coq avait l'aile égratignée, c'était seulement d'un coup de patte du mouton... Adulé de tous côtés, Étienne avait fini par se perdre dans les couloirs du palais quand on vint lui annoncer qu'il était attendu par la reine qui s'enquit de ses projets... et de la santé du mouton.

Quelques semaines plus tard, le roi, sur les instances d'Étienne, donna son accord à Pilâtre de Rozier et au marquis d'Arlandes pour qu'ils accomplissent le 21 novembre, de Gonesse à la Butte aux Cailles, le premier voyage humain dans l'espace.

La face du monde allait changer grâce au concours de deux audacieux inventeurs vivarois et d'un roi confiant dans l'avenir. Entente encore manifestée par les lettres de noblesse que Louis XVI délivra à Noël à la famille des Montgolfier.

Dix ans plus tard, sous la Révolution qui n'aimait pas les savants, le roi serait guillotiné, et, si Joseph participerait à la création du conservatoire des Arts et Métiers, Étienne, lui, échapperait de justesse à la mort...

MICHEL FROMENTOUX

Après beaucoup d'autres, Gonzague Saint-Bris se fait le biographe de François 1^{er}, muni d'un titre exceptionnel : il a grandi au Clos Lucé, tout près du château d'Amboise où le roi a passé sa jeunesse. L'éducation de sa famille aidant, il a baigné dans l'épopée du Roi Chevalier. Et c'est bien une épopée qu'il raconte dans un récit plein d'allégresse, de passion et de révélations étonnantes.

Ce roi, qui a encore le panache d'un héros moyenâgeux et déjà l'esprit ouvert sur le monde, avait tout pour séduire un « nouveau romantique » comme Gonzague Saint-Bris. Grand politique (même si l'Occident fut scandalisé par « l'alliance impie » avec le Grand Turc Soliman le Magnifique contre Charles Quint), constructeur d'un État moderne et centralisé, homme de guerre

□ FRANÇOIS 1^{er}

Un roi à la rencontre du peuple

Gonzague Saint-Bris signe une biographie dont le lecteur se délecte. À la façon d'un paparazzi, il traque un roi fin "communicateur".

supportant désastre (Pavie, où tout fut perdu fors l'honneur) après triomphe (Marignan), grand chasseur, grand coureur (de femmes) et grand voyageur (en trente-deux ans de règne, il a séjourné dans 728 lieux différents), François 1^{er} était surtout un homme de culture et un grand mécène.

La prospérité économique lui permit de se faire le protecteur des arts et de favoriser l'introduction de la Renaissance ita-

lienne en France : Léonard de Vinci, Benvenuto Cellini, le Primatice... C'est grâce à lui que la *Joconde* se trouve au Louvre. Après la mort de Léonard de Vinci au château d'Amboise où il était l'hôte du roi, celui-ci racheta le tableau aux héritiers du peintre. Il fit construire les châteaux de Chambord, Saint-Germain-en-Laye, fonda le Collège de France et, par l'ordonnance de Villers-Cotterêts, imposa le français comme langue officielle.

C'est cet aspect de la personnalité de François 1^{er} qui intéresse le plus Gonzague Saint-Bris : le grand « communicateur », toujours heureux d'aller « à la rencontre du peuple », qui faisait l'histoire... et de la politique, qui fréquentait les artistes comme les politiques, aujourd'hui, fréquentent le *show-biz*. Il le met en scène, le traque comme ferait un paparazzi parcourant la France et l'Europe à sa suite pour saisir des instantanés émotifs (des moments



de "télé-réalité" !). Sans doute dira-t-on qu'en fouillant ainsi cette époque passionnante, Gonzague Saint-Bris fait du *people*. Mais le lecteur s'en délecte. Car tel est son bon plaisir.

NORBERT MULTEAU

* *Gonzague Saint-Bris : François 1^{er} et la Renaissance. Éditions Télémaque, 400 pages, 22 euros.*

□ RÉPONSE À YVES CHIRON SUR L'AF

Condamnation politique ou religieuse ?

La mise à l'index de *L'Action Française* en 1926 suscite toujours moult débats. Yves Chiron a signé dans *Maurrassiana* une critique vigoureuse du dernier livre de Philippe Prévost, contestant le caractère politique de la condamnation décidée par Pie XI. Retour sur une controverse historique.

Yves Chiron me fait l'honneur de consacrer le numéro du premier trimestre 2009 de *Maurrassiana* ¹ à mon dernier ouvrage. Reprenons les points essentiels de sa critique, plutôt sévère, du livre et de son auteur.

Peu de nouveau ?

« *Disons-le d'emblée, écrit Yves Chiron, malgré l'apport de quelques pièces inédites et des éclairages nouveaux sur certains épisodes, Philippe Prévost n'arrive pas à convaincre complètement, ou plutôt, le plus souvent, il interprète mal ce qu'il a trouvé ou ce qui était déjà bien connu.* » Yves Chiron ne résume pas ma thèse, ne fût-ce qu'en quelques phrases. Faisons-le à sa place.

Lorsque l'Action française a pris son essor à partir de 1908, l'Église s'est interrogée : les idées personnelles de Maurras, qui était agnostique (il ne s'en cachait pas), avaient-elles une influence sur ses idées politiques ? Évidemment, répondaient certains abbés démocrates ; absolument pas, rétorquait l'intéressé en excipant que sa difficulté de croire venait de problèmes intimes et incommunicables.

À l'occasion du jugement de la congrégation de l'Index sur certains de ses livres, Rome fut saisie. Pie X refusa de publier le décret mettant à l'index cinq ouvrages de Maurras. Il confia même à Camille Bellaigue, quelques jours avant sa mort, que le Martégal « *était un beau défenseur de la foi* ». C'était clair. Ensuite, Benoît XV adopta la même attitude, confiant à l'abbé Renaud qu'il ne voulait pas non plus condamner Maurras.



En 1926, la situation n'était plus la même. Le cardinal Andrieu, dont la fameuse lettre du 25 août avait été lue et approuvée par Pie XI avant sa publication, déclara que les idées personnelles de tous les dirigeants de l'Action française, et pas seulement celles de Maurras, viciaient fondamentalement leurs idées politiques.



Pie XI

Cela explique la mise à l'index du journal le 29 décembre 1926, et les mesures prises contre ses lecteurs ; le pape les jugea hérétiques le 25 août 1929.

Enfin, le 15 juillet 1939, son successeur Pie XII les réintroduisit dans l'Église, sans rétractation de leur part sur le fond. Cela interpelle la plupart des observateurs, mais Yves Chiron, lui, invoque l'abbé Berto.

La thèse de l'abbé Berto

Selon lui, Pie XI aurait condamné l'AF « *pour des motifs d'ordre spécifiquement, directement et immédiatement religieux* ». On remarquera qu'il n'a pas dit "uniquement religieux", ni "doctrinaux". L'abbé Berto expliquait aussi : « *Pie XI jugeait irrecevable la réduction de toute la science politique à n'être qu'une science empiriologique n'ayant avec la foi, la théologie et la morale catholique que des rapports extrinsèques, mais jouissant comme la physique ou la chimie d'une autonomie intrinsèque.* »

« Cette analyse des causes religieuses de la condamnation de l'AF, Philippe Prévost ne la connaît pas, à moins qu'il n'arrive pas à en saisir la portée. » J'en saisis surtout les faiblesses.

Ce n'est pas Maurras, agnostique, qui a séparé la religion du politique, mais Léon XIII, lequel, dans l'encyclique *Au milieu des sollicitudes*, a exigé qu'il n'y ait plus de lien entre le parti monarchiste et l'Église. Maurras en a pris acte et il a décidé de reconstruire un mouvement monarchiste non pas en partant de la religion, puisque le pape l'interdisait derechef, mais en partant des faits. Par conséquent, si ce

que dit l'abbé Berto est exact, Pie XI aurait dû critiquer son prédécesseur, pas Maurras qui n'avait fait que lui obéir.

La thèse soutenue par Yves Chiron - qui me reproche pourtant d'utiliser « *des sources incomplètes ou mal traitées* » - souffre également d'une ignorance des textes de base. Que dit le cardinal Andrieu, approuvé par le pape dans sa lettre du 25 août ? Que les dirigeants de l'Action française « *repoussent tous les dogmes que [l'Église] enseigne. Elle enseigne l'existence de Dieu et ils la nient car ils sont athées. Elle enseigne la divinité de Jésus-Christ et ils la nient, car ils sont antichrétiens. Elle enseigne qu'elle a été fondée elle-même par le Christ Dieu et Homme, et ils nient son institution divine car ils sont anticatholiques...* »

Le cardinal Andrieu invoque bien là des motifs doctrinaux ; nier tous les dogmes relève du domaine doctrinal ! Mais je considère que tout cela n'était que mensonges et faux prétextes. D'ailleurs, la preste levée de la condamnation en 1939 l'a prouvé.

Rappelons enfin que cette « *science empiriologique* », selon les termes de l'abbé Berto, n'est pas apparue en 1926. Maurras avait constitué son système à la fin du XIX^e siècle. Aussi Yves Chiron devrait-il se demander pourquoi Pie X et Benoît XV n'y ont fait aucune objection. Répétons-le, Pie X avait même érigé Maurras en « *beau défenseur de la foi* ». Pendant la Première Guerre mondiale, il d'ailleurs avait défendu le pape et l'Église ; en outre, dans les années vingt, il avait retiré les pages qui pou-

vaient heurter les catholiques dans deux de ses ouvrages. Il ne suffit pas de qualifier de "religieux" les motifs de Pie XI pour répondre comme ce libertin du XVIII^e siècle qui voulant manger de la viande le vendredi baptisait carpe le lapin qu'il avait dans son assiette. Relisons *L'Europe nouvelle* du 22 juillet 1939 : « *Il est sans précédent qu'un organe condamné et rebelle, ait été autorisé à poursuivre sa publication [sous-entendu par l'Église NDLR] sous la direction du même homme dont les doctrines n'ont pas changé.* » En trois lignes, ce modeste journaliste, qui ne se revendiquait ni comme un historien patenté ni comme un théologien émérite, avait bien identifié la question.

Voici la solution

Pie XI s'est confié à certains, mais il est vrai qu'Yves Chiron récusé leur témoignage : « *... dans l'utilisation des sources, on pourra reprocher à Philippe Prévost un manque d'esprit critique. Il prend pour argent comptant toutes les affirmations et analyses des diplomates français en poste à Rome, oubliant que ceux-ci ne sont pas des observateurs sans parti pris et exactement informés, mais les représentants d'un gouvernement républicain qui défend ses intérêts.* » Pour moi, on peut être le représentant d'un gouvernement républicain sans être forcément malhonnête et je fais quand même confiance à ce que disent Canet, Doucet, Fontenay ou Charles-Roux. Non pas que je nie que l'abbé Berto soit un saint prêtre, mais le qualifier comme le fait Yves Chiron d'« *éminent représentant de "l'esprit romain"* », n'est pas en soi un gage d'objectivité.

PHILIPPE PRÉVOST

1 - *Maurrassiana*, bulletin édité par l'association Anthinéa, 16 rue du Berry, 36250 Niherne.

2 - *Autopsie d'une crise politico-religieuse, la condamnation de l'Action française 1926-1939*. Librairie canadienne, Paris 2008, 600 p., 20 euros. En vente à nos bureaux.

LUTHER par Aimé Richardt

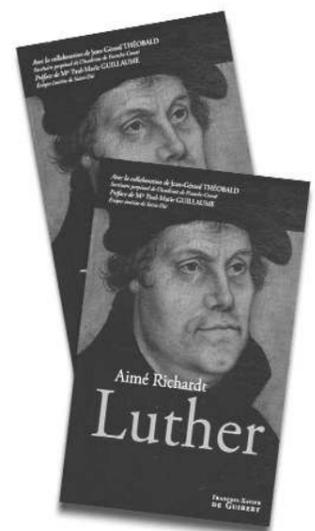
AVEC LA COLLABORATION DE JEAN-GÉRARD THÉOBALD
PRÉFACE DE M^{re} PAUL-MARIE GUILLAUME
POSTFACE DE MICHEL FROMENTOUX

À l'heure où l'Europe se voit proposer une uniformisation technocratique reniant toute racine chrétienne, on aurait tort de passer sous silence l'influence de Luther dans les débats qui ont secoué notre continent. Il se pose en réaction contre la Chrétienté où tout était hiérarchisé et concourait à empêcher l'individu de se prendre pour le centre du monde. La séparation de l'homme et de Dieu

jusque dans le sein de la religion est assurément son grand "exploit"...

■ Aimé Richardt, historien, a signé plusieurs ouvrages sur des grandes figures de l'Église. Il est l'auteur de *Jansénisme*. Son *Fénelon* a reçu un grand prix d'histoire de l'Académie française.

* Éd. F.-X. de Guibert, 4 décembre 2008, 265 p., 23 euros. (Disponible à nos bureaux, 27 euros franco)



LES FILMS DE FÉVRIER



WALKYRIE

LE COMLOT ! Le 20 juillet 1944, un groupe d'officiers (et *gentlemen*) allemands, opposés à la politique du Reich, fomente un attentat contre Hitler. Le colonel Claus von Stauffenberg, Tom Cruise, sera celui qui portera la sacochette bourrée d'explosifs dans la salle de la "Tanière du Loup", résidence du Führer située en Prusse orientale où doit se tenir une réunion présidée par Hitler, David Bamber... Sur le schéma classique des films de guerre historiques des années 1960-1970, Bryan Singer, signe un "thriller historique" haletant et épataant sur l'une des conjurations qui auraient pu changer le cours de l'Histoire.

LE CODE A CHANGÉ

UN DÎNER PRESQUE PARFAIT ! Lorsqu'une bande d'amis se retrouve autour d'une table, invitée par le couple Dany Boon-Karin Viard, ça ne réjouit pas tout le monde. Pour certains c'est d'autant plus rasoir que chaque couple a ses problèmes... Sur un air de déjà vu, Danièle Thompson signe une comédie très... "féminine", sur les travers des couples d'aujourd'hui qui portent à sourire. Une comédie kaléidoscopique servie par une brochette d'acteurs (Patrick Bruel, Marina Foïs, Emmanuelle Seigner, Blanca Li, Christopher Thompson, Marina Hands, Laurent Stocker) et dont le duo Pierre Arditi-Patrick Chesnais est l'un des meilleurs et plus drôles moments du film.

L'ÉTRANGE HISTOIRE DE BENJAMIN BUTTON

LA VIE À L'ENVERS ! Abandonné dès sa naissance en 1918, par un père, riche industriel, choqué par le décès de sa femme en couches et la laideur du bébé plus fripé qu'une vieille pomme, voire que Régine avant son sixième *lifting*, Benjamin, Brad Pitt, a grandi dans un hospice pour vieux de la Nouvelle-Orléans. Frappé des stigmates de la vieillesse, il voit son existence s'écouler à rebours de celle des autres hommes. Lui, rajeunit au fil des années. Ce qui va lui poser de sacrés problèmes, notamment lorsqu'il tombe amoureux de celle qui sera la femme de sa vie, Cate Blanchett... Auréolé de treize nominations aux Oscars qui seront décernés le 22 février à Hollywood, ce film fleuve (2 h 44), cette "love story" de David Fincher (adapté d'une nouvelle de Fitzgerald), romanesque et romantique, avec une touche de "fantastique", est un "petit" régala plus déchirant que *Titanic*. Un grand moment de cinéma !

ALAIN WAELKENS

COMÉDIE FRANÇAISE

Un Cyrano au goût du jour...

La Comédie française massacre *Cyrano*. Charcutant la pièce d'Edmond Rostand, le metteur en scène s'acharne à ridiculiser l'esprit guerrier mâle et français, laissant le spectateur se morfondre dans la tristesse et l'ennui.

Il existe des situations où une vilénie digne d'un esclave, poussée à son comble pour plaire à toutes les convenances de la banalité fixée par le maître du jour, aspire le rire aristophanesque : qu'il est douloureux d'assister à une représentation soviétoïde à la Comédie (de moins en moins) française dont la servilité des metteurs en scène ferait envie à des carriéristes ayant réussi sous Staline !

"Obamisation"

Nous y voilà, face à un Cyrano sans-culotte avec sa, très belle il faut bien l'admettre, Roxane noire... dont le timbre de voix est celui devenu coutumier autour de la basilique abritant quelques restes de nos rois.

Supposons qu'il s'agisse d'une actrice hors norme, née pour ce rôle, et dont seul son teint ferait défaut, pourquoi les maquilleurs ne l'ont-ils pas blanchie (démarche cosmétique pratiquée couramment par de vraies Africaines chez elles) - car on a tout de même bien voulu garder le débonnaire Montfleury sans le métamorphoser en un éphèbe que, hardiment, promet le Coran aux guerriers du *djihad* ?

C'est le bon goût qui souffre de cette "obamisation" scénique !



Qu'il est douloureux d'assister à une représentation soviétoïde à la Comédie française, dont la servilité des metteurs en scène ferait envie à des carriéristes ayant réussi sous Staline !

De plus, la mélanisation de cette cousine de Cyrano laisse supposer l'existence de Noirs dans une noble lignée gasconne du XVII^e siècle. Ce n'est pas le hardi M. Podalydès qui oserait le prétendre à l'époque, *urbi et orbi*, car il sait que, pour cela, il aurait été embroché par les membres de la famille se considérant injuriée.

Mais laissons pour l'instant ces couleurs dangereuses, bien qu'un penseur germanophone ait insisté

sur le fait que toute notre vie ne soit qu'une lutte acharnée pour les goûts et les couleurs. Car tout dans les "trucs" de M. Podalydès n'est que tristesse et ennui : l'acharnement à ridiculiser l'esprit guerrier mâle et français est omniprésent, des uniformes guignolesques des Cadets jusqu'aux femmes habillées en soldats, cette manifestation de l'attitude de troupières de Kerenski comme une révérence au quasi obligatoire tri-

badisme à la mode. Même les académiciens nommés par Rostand ont été remplacés par nos Immortels, encore vivants. Cependant, bien que l'auditoire - composé de lycéens encadrés de soixante-huitards ridés et transpirants peu familiers avec la composition de l'Académie - saisisait à peine la plaisanterie, le message était passé : avec ceux qui représentent - ou font semblant de représenter - la langue et culture françaises, tout est permis. En revanche, comme par hasard, le nom de M^{me} Veil a été omis. Cela supposerait peut-être que l'outrage ait aussi appliqué une certaine préférence. On ne sait pourquoi...

Résistance

Et de nouveau ces couleurs gênantes apparaissent : qu'il est incorrect ce Rostand ! N'encourrait-il pas une peine pénale ? « *Qu'on a dans ce pays le visage tout noir ! Suis-je en Alger ? Êtes-vous indigène ?* », demande Cyrano à de Guiche. Postiche ! Compte tenu de la situation scénique et civique, le dramaturge devient suspect. Gêne perceptible dans la salle. L'on cherche des tomates biologiques mais l'on ne parvient qu'à se remémorer le numéro de la HALDE. Le metteur en scène n'avait-il pas suffisamment charcuté Rostand ? Car certains spectateurs peuvent encore se poser des questions et l'auto-interrogation est dangereuse dans les tyrannies car elle est le début d'une résistance.

ANATOLY LIVRY

* *Cyrano de Bergerac*, d'Edmond Rostand, mise en scène de Denis Podalydès, jusqu'au 22 mars 2009.

THÉÂTRE

Des cochons d'Inde au bureau

Un employé s'attire les foudres de ses nouveaux patrons indiens. Un spectacle amusant et grinçant stigmatisant certains aspects de la vie moderne.

On passe à sa banque comme chez le pâtissier. On ne s'y pourvoit pas des mêmes munitions mais le rite apparaît semblable : déposer, retirer, emporter puis salut ! Sauf que, pour Alain Kraft ce matin-là, voilà que ça grince. Bien anonyme, accueillante comme un hall de gare et truffée de dispositifs de sécurité, telle est son agence du coin de la rue. Il y a ses habitudes, ses automatismes pourrait-on dire, mais il semble que tout se détraque soudain.

Séquestration

Un guichetier peu loquace (interprété par l'auteur Sébastien Thierry) le rabroue avec un impatient « *Patientez...* » ; nul ne répond à ses demandes réitérées, les codes de ses cartes sont bloqués et quand il fait mine de quitter les lieux, c'est - un comble - la porte qui refuse de s'ouvrir : situation absurde et qui met notre

homme hors de lui. Sébastien Thierry a cadré un aspect de notre vie moderne, l'a démesurément grossi, hypertrophié pour nous le mettre sous le nez et nous faire, nous aussi, réagir comme Kraft.

Qui n'a, en effet, grommelé en effleurant l'écran, ou en manœuvrant boutons et poussoirs pour obtenir un billet de transport ou autre qui se refuse à apparaître ? À qui s'adresser ? Se plaindre ? À la vitre sécurisée, tout au mieux. L'absurdité est parfois reine dans un monde de plus en plus mécanisé où l'homo - *sapiens* ou non - n'intervient plus que de très loin.

Nous touchons le nœud de l'intrigue : la banque ayant été rachetée par un consortium indien, les lois de ce pays régissent dorénavant l'établissement : il est bien connu qu'en Inde, si l'on naît riche, on peut le devenir plus encore ; et à l'inverse, si l'on naît pauvre, on se doit de rester dans sa caste. Kraft a ainsi commis le

pire délit, justiciable d'emprisonnement : de père menuisier le voici devenu directeur dans l'immobilier, et ses affaires ont bien marché, il a un compte en banque rebondi. Le voici donc attaché, physiquement, à un banc et menacé de réclusion s'il ne consent à abandonner partie de ses bénéfices.

Un cauchemar éveillé

Bien dirigé par Anne Bourgeois, toujours en recherche, Patrick Chesnais campe un Kraft, sympathique et aux abois mais non sans réaction ni sans ressource. Il évoque sans succès son bagage universitaire, les sacrifices de ses parents, l'ascenseur social tant vanté ; rien n'y fait. Égalité, quand tu nous tiens... ! Il va subir sous nos yeux un véritable cauchemar éveillé, en butte de plus aux assauts d'une implacable assistante aux fan-



tasmes imprévus, interprétée par Josiane Stoleru. L'intervention de sa mère - Anna Gaylor, au mieux de sa forme - charmante, mais gaffeuse en diable, n'arrangera pas ses affaires. Le cadre de l'immobilier devra signer un chèque avec beaucoup de zéros avant d'obtenir l'exeat.

Amusant mais grinçant à la fois, c'est Kafka et Ionesco, à la sauce *light*, en somme.

MONIQUE BEAUMONT

* *Cochons d'Inde*, de Sébastien Thierry. Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17^e ; téléphone : 01 43 87 23 23.

La fondation d'un "foyer juif" en Palestine, concrétisée par la déclaration Balfour, représente l'aboutissement du rêve d'une frange du protestantisme anglo-saxon, toujours active dans les milieux évangélistes américains. En ramenant les Juifs en Terre sainte, en accomplissant les prophéties eschatologiques, on hâterait la parousie. Ce projet n'a jamais paru absurde à ses défenseurs ; ils l'ont poursuivi trois siècles sans désespérer. Eu égard aux buts poursuivis, faut-il s'étonner si la Grande-Bretagne n'a pas regardé aux moyens, pas plus qu'elle ne s'est émue des conséquences ?

Au début des années trente, les notables palestiniens d'une région juste émancipée de l'Empire ottoman et qui aspire à l'indépendance, en prennent conscience. Le mouvement sioniste favorisé par les Anglais doit aboutir à la création d'un État juif au sein duquel la population arabe n'aura pas sa place. Dès lors, une résistance s'organise, contre la puissance mandataire et contre les colons juifs, sous forme de mouvements sociaux et contestataires. Des chefs politiques émergent. Avant d'être victimes d'une répression organisée qui expédie la plupart d'entre eux en prison ou en exil, laissant les Palestiniens privés de meneurs, donc incapables de se défendre, par les urnes ou par les armes.

Souvenirs

Sirine Hussein Shahid était la fille d'un de ces dirigeants. Appartenant à une grande famille musulmane de Jérusalem, occidentalisée, polyglotte, trouvant normal de laisser les femmes poursuivre des études supérieures, son père, journaliste, apparaît un doux rêveur, lancé dans la construction de châteaux en Espagne, amoureux de sa terre, de ses jardins, de ses oranges. Et, précisément parce qu'il les aime, il veut les défendre. Un choix qui le conduira dans la clandestinité, avant d'être obligé de fuir au Liban avec les siens. À seize ans, Sirine quitte son pays.

Souvenirs de Jérusalem n'est pas un livre militant, bien que son auteur soit une femme engagée et qui ne s'en cache pas. C'est un recueil d'images arrachées à un passé ancien, peut-être embellies, des instants de bonheur, et des drames terribles, où des gens ordinaires, confrontés à des situations qui ne le sont pas, trouvent pour les affronter des ressources inattendues, et se haussent à des sommets de grandeur. Sans rien comprendre au malheur qui les frappe et qu'ils n'ont pas mérité. Ce sont ces souvenirs-la, avec leurs arbres, leurs maisons de famille, leurs poids de mémoire, qui font que, quatre générations après, les Palestiniens n'ont pas encore accepté d'aller refaire leur vie loin de chez eux. Peut-on décemment le leur reprocher ?

En 1947, les Nations Unies partagent la Palestine en deux États théoriques. Selon la version officielle, tout le malheur des Palestiniens aurait tenu à leur refus égoïste de ce partage et au déclenchement d'une guerre absurde

LIVRES

Palestine : sortir de l'enfer

L'intervention israélienne dans la Bande de Gaza a reposé à la communauté internationale l'insoluble problème palestinien. Et rappelé qu'il s'agit d'abord, d'un côté comme de l'autre, d'un effroyable gâchis humain.

dont ils sortirent vaincus et dépouillés. Une version officielle mise à mal depuis longtemps par les historiens palestiniens, relayés depuis quelques années par un courant universitaire israélien, "les nouveaux historiens". Ilan Pappé est l'un d'eux et propose, de la naissance d'Israël, une lecture iconoclaste, n'hésitant pas à parler de « nettoyage ethnique de la Palestine ». Mis en évidence pendant le conflit dans les Balkans, le nettoyage ethnique, pratique consistant à chasser une po-

droits, et la souffrance de l'adversaire. Cette démarche passe par l'acceptation de la vérité, même pénible.

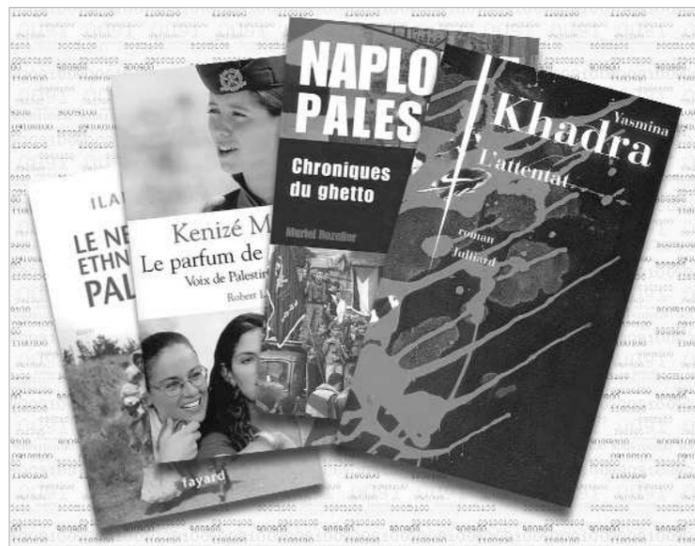
Pitié et désarroi

C'est cette prise en compte de l'autre, justement, qui finit par sembler impossible, Israéliens et Palestiniens se voulant les seules victimes et se persuadant que l'unique ambition du camp d'en face est de les anéantir. Cercle vicieux de peur et de haine qu'au-

quant dans l'opinion un sentiment de scandale aggravé par l'impuissance. L'observateur étranger y devient plus sensible que celui qui vit au quotidien dans ce qui est devenu un enfer kafkaïen duquel certains croient s'évader en se transformant en bombes vivantes... Obnubilés par ces cas extrêmes, et trop nombreux, on perd de vue la majorité silencieuse, celle qui subit pareillement les incursions de Tsahal et la tyrannie d'un responsable islamiste local, les privations, la négation de tout espoir, de tout avenir. Journaliste, Muriel Rozelier se rend régulièrement à Naplouse, dans les territoires occupés, une ville qui fut fière de son passé et de ses traditions, et qui s'enfoncé dans le chaos. Ses *Chroniques du ghetto* disent les tentatives dérisoires d'une population, d'une jeunesse, pour mener une vie à peu près digne. Sans grande chance d'y arriver.

Univers absurde

Institutrice, Théodora Oikonomides est arrivée en Palestine afin de s'occuper de la formation d'enseignantes de maternelle, et de prendre en charge des enfants et adultes handicapés. À peu près étrangère aux enjeux locaux, la jeune fille, confrontée à l'absurdité de cet univers, tisse des liens avec la population, et, révoltée, prend fait et cause pour elle. *Bienvenue à Ramallah* est un témoignage, c'est surtout un cri d'incompréhension face à un système de vexations, d'humiliations, d'interdictions, de règlements savamment construits pour pousser les gens à bout et rendre enragés jusqu'aux plus doux... Un système qui n'épargne rien ni personne, surtout pas les plus faibles. Un système qui finit par aliéner à Israël même ses plus traditionnels soutiens sans lui apporter la sécurité désirée. Effaré, l'on se prend à s'imaginer dans la même situation, jour après jour, et l'on comprend que certains deviennent fous.



population d'un territoire qu'elle occupait ancestralement afin de faire de la place à d'autres, n'a rien de nouveau ; l'histoire abonde en exemples. La nouveauté est d'avoir admis qu'il s'agissait d'un crime de guerre passible des tribunaux internationaux.

S'appuyant sur les définitions juridiques du phénomène, Poppe démontre, archives militaires et témoignages à l'appui, que l'intention de Ben Gourion et des fondateurs d'Israël a été, dès le début, de chasser de Palestine le plus grand nombre de Palestiniens, en employant pour y parvenir des méthodes de violences propres à terrifier ces populations civiles. L'entreprise, préparée de longue date, portait un nom, le plan Daleth. Dans ce contexte, des massacres comme celui des villageois de Deir Yacine, présentés comme de tragiques bavures inhérentes aux combats, des enlèvements, suivis de viols et de meurtres, de fillettes palestiniennes par l'armée israélienne, ne sont plus des incidents déplorables, mais le fruit d'une stratégie de l'épouvante qui conduisit, en effet, ces communautés rurales sans défense à prendre la fuite pour échapper à la mort...

Il y a toujours quelque chose de terrible à porter contre son propre pays, sa propre armée, son propre peuple, de pareilles accusations. Ilan Pappé les porte, et sans doute a-t-il raison, car aucune paix ne sera possible tant que, de part et d'autre, chacun n'aura pas admis l'existence, les

cun dialogue ne paraît capable, d'attentats en représailles, de désarmer. L'intérêt de l'enquête de Kénizé Mourad, *Le Parfum de notre terre*, est de donner la parole à des Palestiniens, des Israéliens, des colons et des pacifistes, des militants et des gens qui n'ont pas d'engagement politique. Le résultat provoque chez le lecteur un grand désarroi en même temps qu'une infinie pitié tant les convictions et les détresses des uns et des autres s'avèrent respectables et inconciliables. Tant sont rares, des deux côtés, les êtres de bonne volonté à qui la paix fut promise sur cette terre.

Si la situation palestinienne devient impénétrable même aux spécialistes de la question, le malheur des populations des territoires apparaît crûment, provo-

RONY BRAUMAN ET ALAIN FINKELKRAUT La Discorde

Champs - Garnier Flammarion 380 p. - 9 euros

Aborder le conflit israélo-palestinien devient parfois impossible tant les passions se déchaînent et à tous les niveaux. Voici comment Brauman, pro-palestinien quoique juif, et Finkelkraut, partisan convaincu des méthodes israéliennes, en étaient arrivés à ne plus se parler qu'à coups d'invectives. Cette reprise du dialogue, hargneuse mais incontestablement intelligente,

aborde tous les aspects d'un problème qui, en France, conduit à des réactions communautaires de plus en plus étrangères à la communauté nationale. Une réalité que les deux protagonistes savent nuisible à tous les camps, ce qui les amène à des réflexions d'une assez remarquable pertinence.

MAGDI ALLAM Pour que vive Israël

Le Rocher - 210 p. - 19 euros

Journaliste italien d'origine égyptienne, Allam a défrayé la chronique ces dernières années par



Amine Jaaffari a eu de la chance : il s'est tiré de là. Devenu un brillant chirurgien internationalement reconnu, titulaire de la nationalité israélienne, il possède une superbe villa à Tel-Aviv, des relations haut placées, une femme ravissante. Une femme qui, un midi, entre dans un restaurant et se fait sauter au milieu d'une fête enfantine, tuant et blessant trente innocents... Au-delà d'un acte qui a détruit son existence, le docteur Jaaffari veut comprendre comment celle qu'il adorait en est arrivée là, comment elle a pu vivre près de lui tant d'années sans jamais remettre en cause leur intégration, ni lui faire part du mal qui la rongait ; comment elle a pu commettre un pareil crime, qui l'y a poussée, au nom de quelle idéologie délirante. Des questions compliquées, qu'il est très dangereux d'aller poser à ceux qui possèdent les réponses.

L'Attentat de Yasmina Khadra est une réflexion terrible sur le terrorisme, ce qui y conduit, ses conséquences, nourrie d'années de terreur en Algérie. C'est aussi un très beau portrait d'homme déchiré, meurtri, et incapable de comprendre, parce que certains actes, définitivement, devraient échapper à toute compréhension humaine.

ANNE BERNET

* Sirine Hussein Shahid : Souvenirs de Jérusalem. Fayard, 265 p., 19 €.

* Ilan Pappé : Le Nettoyage ethnique de la Palestine. Fayard, 395 p., 22 €.

* Kénizé Mourad : Le Parfum de notre terre. Robert Laffont, 360 p., 21 €.

* Muriel Rozelier : Naplouse, Palestine, chroniques du ghetto. Presses de la Renaissance, 250 p., 20 €.

* Théodora Oikonomides : Bienvenue à Ramallah. Flammarion, 235 p., 18 €.

* Yasmina Khadra : L'Attentat. Julliard, 265 p., 18 €.

ses accusations circonstanciées contre le terrorisme islamiste, et par sa conversion au catholicisme. Comment peut-on passer du nationalisme panarabiste et du soutien à l'OLP à un appui franc et massif à Israël doublé d'un rejet définitif de la politique arabe à l'encontre de l'État hébreu ? C'est cet itinéraire étonnant qu'il relate ici, justifié par une conception de l'humanisme découverte en Occident. Un héritage dont l'Europe n'est plus assez consciente et qui fonde sa grandeur, si ce n'est sa supériorité.

A.B.

□ MÉMOIRE

La République n'est pas la France

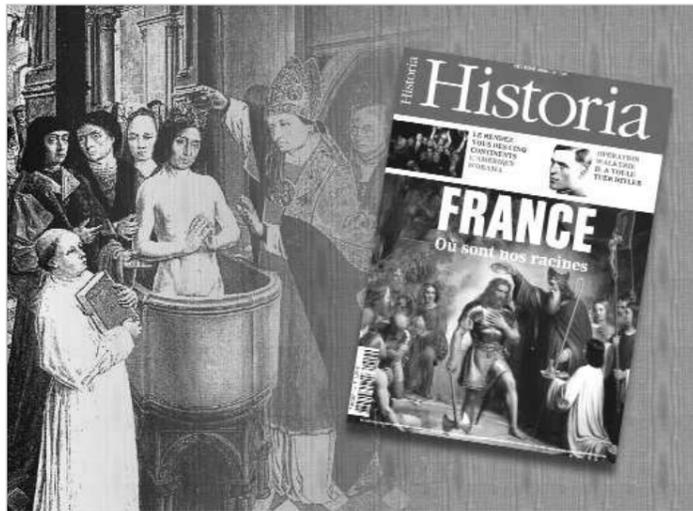
Historia consacre un numéro à la plus ancienne nation d'Europe, dont l'avenir dépend de notre rapport au passé. Or, se référer sans cesse à des cassures ou des fractures n'est pas le signe d'une nation se reconnaissant comme enracinée. Appuyons-nous plutôt sur le culte de Jeanne d'Arc.

La revue *Historia* de février 2009 présente en ces termes un dossier sur les origines de la France : « *La France est la plus ancienne nation d'Europe. Depuis la Gaule de Vercingétorix jusqu'au deuxième millénaire, son histoire fait preuve d'une continuité que ni les grandes migrations, ni les guerres, ni les révolutions n'ont entamée. Un parcours jalonné par des événements fondateurs qui permettent de comprendre d'où nous venons pour savoir qui nous sommes.* »

Rois chrétiens

Jusqu'ici tout semble établi à tout jamais : la France ne peut mourir... Puis soudain, quelques pages plus loin, comme perdu au milieu d'un récit sur l'essor de l'agriculture au temps d'Henri IV et de Sully, un encadré rappelle la dure réalité de notre temps : « *Être Français c'est ringard.* » On y apprend que dans un collège parisien, sur dix-huit élèves "sondés", « *seulement deux se sentent Français* ». Citons encore : « *Les jeunes s'identifient désormais à telle ou telle communauté : religieuse, éthique, sexuelle. Au nom de la lutte contre les discriminations, le modèle républicain de l'égalité va-t-il disparaître ?* » On assiste ainsi « *à la mise en exergue des identités particulières au détriment de l'identité nationale* ».

Donc, il est temps de se rappeler, comme Paul Valéry le di-



sait des civilisations, que les nations sont mortelles, et qu'elles ne perdurent que par l'obstination à vouloir vivre de ceux qui en héritent d'âge en âge.

Historia fait alors un inventaire des racines historiques de notre pays. Nous y retrouvons dans toute sa fraîcheur le baptême de Clovis à Reims en 496, véritable événement fondateur dont il résulte que de naissance, donc de nature, la France est chrétienne, car si le roi des Francs avait alors suivi la mode de se rallier à l'arianisme au lieu de s'appuyer sur le déjà vieux fonds chrétien de la Gaule, jamais il n'aurait fondé un royaume indépendant.

Les descendants de Clovis, encore un peu barbares malgré de belles figures de saints, ne sur-

ent pas œuvrer dans la durée, ni les descendants de Charlemagne aux rêves démesurés. Hugues Capet survint alors, fondant avec sagesse sur l'hérédité aux règles fixes, une dynastie qui allait régner plus de huit cents ans et réellement "faire" la France au rythme des heurs et des malheurs des temps, donnant à chaque Français dans l'allégeance à la couronne le sentiment de son appartenance à une communauté de destin à toujours enrichir et transmettre.

Deux faits des temps capétiens retiennent l'attention d'*Historia*. D'abord la création du franc par Jean le Bon en 1360, « *une pièce de bon aloi qui porte bien son nom* », et dont, dix ans après son abandon sous la pression de l'Europe apatride, 61 % des Français regrettent la disparition. Ensuite

le redressement de l'économie par Henri IV et Sully après quarante ans de guerres civiles, grâce au développement de l'élevage et de l'agriculture.

La fracture de 1789

Arrivent ensuite les « *symboles républicains identitaires* » à propos desquels nous doutons fort qu'ils aient leur place dans les événements "fondateurs" de la France. D'ailleurs, *Historia* rappelle bien que « *notre république a vu le jour dans l'émeute et le sang* ». Loin de penser que « *la république démocratique française a tiré de ces origines dramatiques toute la richesse de son appareil symbolique* », nous voyons plutôt en ces événements des années 1789 et suivantes le reniement des origines, reniement que l'on allait ensuite imposer aux Français par l'école, avec cette sacro-sainte laïcité « *érigée en dogme national* » au prix d'ignobles spoliations et de la mise hors la loi des catholiques français.

Se référer sans cesse à ces événements qui sont essentiellement des cassures ou des fractures n'est pas le signe d'une nation se reconnaissant comme enracinée. À force de toujours remettre en cause le passé et d'identifier la France à l'idéologie de 1789, on a dénaturé le patriotisme devenu impératif catégorique beaucoup plus qu'acte d'amour charnel. Pas étonnant qu'un sentiment aussi artificiel se

soit vite érodé et qu'aujourd'hui l'on ne soit plus capable de le transmettre aux jeunes générations, à celles du terroir comme à celles issues de l'immigration...

Faut-il à notre tour renier toute l'histoire depuis 1789 ? Absolument pas ! Si la France a duré encore, c'est bien parce qu'elle avait été solidement charpentée par nos rois, et nul ne niera ce qu'il s'est réalisé de beau de grand malgré le régime absurde. Même si nous pensons que la Révolution, inaugurant le temps des guerres de masses et inventant le principe de nations fondées sur des volontés de puissance plus que sur l'Histoire, est responsable de tant de déflagrations européennes, nous ne pouvons ignorer ce que représente dans l'imaginaire français l'héroïsme sublime de tant de soldats qui, sous les plis du drapeau tricolore et au son de la *Marseillaise*, des soldats de l'An II aux poilus de 1914 et aux résistants de 1940, ont sauvé l'indépendance et l'intégrité du territoire.

Faits et idées

Toujours il faut en revenir au conseil de Maurras : accepter la Révolution-fait, mais rejeter la Révolution-idée, afin de reprendre, comme disait Henri V comte de Chambord, sur de nouvelles bases le mouvement qu'ont détourné les révolutionnaires de 1789. Cet effort de redressement intellectuel et moral dans le souci de l'union de tous les Français, donc dans le rejet des mythes diviseurs, ne doit-il pas s'appuyer sur le culte de Jeanne d'Arc, la sainte de la Patrie, qu'Anne Bernet, à la fin de ce dossier d'*Historia*, exalte comme le symbole de l'indépendance française - ce qu'elle est toujours même aux yeux de bon nombre de républicains ?

MICHEL FROMENTOUX

□ LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

Variations des théories constitutionnelles

En confrontant les idées des théoriciens et les réalités de l'histoire, Bainville montre le caractère relatif des théories qui restent toujours liées aux circonstances.

Quand la monarchie parlementaire fut renversée, démocrates et libéraux se divisèrent : les premiers voulaient un gouvernement d'assemblée, un gouvernement "montagnard", tandis que les seconds, effrayés par le souvenir de la Convention, espéraient qu'une assemblée où ils seraient majoritaires rétablirait la monarchie parlementaire. Bainville met en lumière les contradictions : « *La prédominance de la Chambre paraissait donc alors entraîner soit la démagogie et l'anarchie, soit la réaction.* »

Les républicains crurent trouver la solution : l'élection au suffrage universel du chef de l'État qui ferait contrepoids à l'Assemblée. Chacun connaît la suite : l'élection du Prince Louis-Napoléon, le coup d'État, le Second Empire approuvé par plébiscite !

■ Les théoriciens du XVIII^e siècle, dont l'influence a été considérable, avaient plaidé pour le régime représentatif qui apparaissait comme le meilleur de tous. Le modèle anglais était recommandé comme supérieur. Il s'agissait de défendre le citoyen contre le pouvoir. On n'était sensible qu'aux abus de l'autorité.

Survint la Révolution. Et qu'arriva-t-il ? Les premiers Constituants, suivant les règles que leur avaient apprises leurs maîtres, s'efforcèrent d'établir une balance égale entre le lé-

gislatif et l'exécutif, entre l'assemblée et le roi. Mais cet équilibre théorique ne dura pas. La monarchie fut renversée puis tout le pouvoir passa aux mains de la Convention. On eut la dictature d'une assemblée. Dès lors les libéraux eurent une horreur égale de l'absolutisme royal et de l'absolutisme parlementaire.

À travers les révolutions et les constitutions du XIX^e siècle, on chercha par les formules les plus diverses, à concilier l'autorité et la liberté, en dosant du mieux possible la part de l'exé-

cutif et celle du législatif. On crut, de 1815 à 1848, avoir trouvé la solution idéale par la monarchie parlementaire, avec la maxime « *le roi règne et ne gouverne pas* ».

Cependant les démocrates trouvèrent toujours que le roi, qu'il s'appelât Charles X ou Louis-Philippe, gouvernait trop à leur gré.

JACQUES BAINVILLE

Couleurs du temps, Jean Variot, Bibliothèque des Œuvres politiques, Versailles, 1928

Après l'aventure impériale qui nous valut l'hostilité des grandes puissances et nous coûta l'Alsace-Lorraine, monarchistes et répu-

blicains se retrouvèrent aux prises. Ils écartèrent le plébiscite qui avait été fatal aux deux régimes. Comme les divisions des

royalistes rendaient la restauration impossible du vivant du comte de Chambord, la constitution de 1875 remplaça le roi par

un président élu par la Chambre et le Sénat. "Monarchie déguisée", crièrent les radicaux qui réclamaient la révision. La droite pensait que le parlementarisme n'était pas viable sous un régime républicain, et les radicaux que la Constitution limitait trop le pouvoir des assemblées. Il est arrivé le contraire de ce que chacun prévoyait, au point que les républicains devinrent les défenseurs d'une constitution conçue par des royalistes, tandis que la droite devenait révisionniste !

Et les hommes politiques n'ont cessé de jouer, au dépens de la France, au jeu de la Constitution, jeu de société profondément antisocial. Nous laisserons Bainville conclure avec le léger sourire ironique du sage qui ne cesse de méditer sur l'Histoire et qui sait aller à l'essentiel :

« *Alors, on se dit que si le peuple a le droit d'être représenté, il en a un autre, qui n'est pas moins essentiel : celui d'être gouverné, puisque, jusqu'à ce jour, les hommes n'ont pu se passer d'un gouvernement.* »

GÉRARD BAUDIN

» PARIS

□ Permanence tous les jours, 8 rue du Pélican, de 18 heures à 20 h 30 ; le lundi de 16 à 20 heures. Collages organisés tous les mardis. Tractages les mercredis et vendredis matin. Conférence étudiante le vendredi à 19 h 30.

□ Cercle lycéen chaque mercredi à 18 heures au Lucernaire, 53 rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e.

» PROVINCE

□ **Grenoble** - Cercle Pierre Boutang le mercredi 11 février. Ventes à la criée un dimanche sur deux. 06 98 63 89 35 afegrenoble@gmail.com

□ **Le Havre** - Cercle Jules Lemaître le premier lundi du mois à 18 heures, salle René Cassin, 130 rue Anatole France. 06 07 57 83 16.

□ **Limoges** - S'adresser au docteur Charles, 1 rue Victor Schoelcher. 05 55 43 38 16 ou 06 30 53 20 59.

□ **Lyon** - Cercle étudiant le 12 février. 06 82 83 92 00.

□ **Nice** - Conférence le vendredi 13 février à 19 h 45 : *Partisanship, critique de la démocratie*. Débat, apéritif et repas convivial. Brasserie Les Hussards bleus, rue de France, angle rue Saint-Philippe. nice.royaliste@gmail.com 06 62 82 08 40

□ **Nîmes** - Réunion du Cercle Saint-Charles le deuxième samedi de chaque mois.

□ **Saint-Étienne** - Cercle étudiant le vendredi 13 janvier. srforez@mail.com 06 88 80 91 99.

□ **Tours** - Cercle étudiant le 6 février t_b@hotmail.fr

» RAPPEL

Les annonces que vous souhaitez voir publier doivent être adressées à pagemilitante@actionfrancaise.fr avant le lundi précédant la parution d'un numéro.

□ **MESSE** pour les victimes du 6 février 1934 le vendredi 6 février à 18 h 30 en l'église de la Madeleine (Paris 8^e), célébrée à la demande de l'association Marius Plateau.

□ **MÉMORIAL DES ROIS** (BP 523, 75825 Paris Cedex 17 - Colloque le samedi 7 février de 14 à 18 heures (Paris 7^e) : *Géopolitique du Moyen-Orient ; De la Perse royale antique et moderne à l'Iran révolutionnaire (1979-2009) ; Le jeu d'échecs planétaire entre Orient et Occident*. Participation, entre autres, des professeurs Jean Haudry et Charles-Henry de Fouchecour, André Pertuzio, Chahpour Sadler, Laurent Artur du Plessis. Participation : 10 euros. Réservation obligatoire. invito@rex2000.fr Tel-Fax : 01 40 25 06 55 ;

□ MANIFESTATIONS

Tour de France royaliste

Rentrée animée pour l'Action française ! Retour sur quelques-uns des rendez-vous qui ont marqué ce début d'année : fêtes des Rois et commémorations de la mort du roi Louis XVI

PARIS

Les bureaux de *L'Action Française 2000* avaient retrouvé leur animation des grands jours ce vendredi 16 janvier où nos amis de toutes générations ont échangé des vœux en dégustant la traditionnelle galette des Rois. Tour à tour Stéphane Blanchonnet, président du Comité directeur de l'Action française, Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF, et Michel Fromentoux, rédacteur en chef de *L'AF 2000*, ont fait part de leurs projets pour l'année et exprimé leurs souhaits de voir le journal et le mouvement prendre toute la place qui leur revient dans le grand débat politique français.

FOREZ

Le 21 janvier, à 20 heures, une quinzaine de personnes se sont réunies à Saint-Chamond sous l'égide de l'AFE. Après un discours de Paul Hilbert, les participants ont déposé une gerbe en mémoire de Louis XVI, avant de partager le verre de l'amitié. Une seconde manifestation s'est tenue à Saint-Étienne, place Boivin.

ROGNONAS

À Rognonas (Bouches-du-Rhône), deux-cents personnes se sont rassemblées autour de l'abbé François Esposito, lors de la messe de requiem du 21 janvier pour le roi Louis XVI et les victimes de la Révolution.

DIJON

Le 24 janvier à Dijon, une trentaine de royalistes se sont réunis autour de la fédération d'AF de Bourgogne. Une messe pour Louis XVI a été célébrée en la ba-



silique Saint-Bernard-de-Fontaines-les-Dijons. Un banquet a réuni toutes les générations autour du professeur Jean-Foyard, doyen de la faculté de Dijon. Un succès à renouveler au cours de l'année !

NORMANDIE

Le 24 janvier, une journée royaliste normande a commémoré à Thiberville la mort de Louis XVI. Une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel de la jeune fédération, dont le secrétaire général du mouvement d'AF, des responsables d'AF de Province et le président de l'association Présence de La Varenne. Didier Patte a prononcé une conférence sur l'histoire du Parlement de Normandie, suscitant un débat animé qui a débordé sur l'actualité des institutions françaises. La journée s'est conclue par une messe à laquelle assistèrent une centaine de fidèles.

PERPIGNAN

Malgré la tempête qui frappa la ville, la réunion annuelle de la section de Perpignan fut une réussite. Devant une trentaine de per-

sonnes, Me Thierry Bouclier exposa l'évolution sémantique des discours politiques au cours du XX^e siècle : des banalités sont devenues des tabous ; mai 1968 fut un tournant. Le débat s'est poursuivi autour d'un repas. Nous remercions M et Mme Baux, nos délégués à Perpignan, de poursuivre l'œuvre de l'Action française dans les Pyrénées-Orientales.

PHILIPPE CASTELLUCCIO
Délégué Paris-Provence du CRAF

CORTÈGE AUX FLAMBEAUX

Cinq cents royalistes se sont rassemblés devant l'église de la Madeleine, le soir du 25 janvier, pour rendre hommage au roi Louis XVI. Formant un cortège, au rythme de quelques chants et à la lueur des flambeaux, ils ont pris la direction de la chapelle expiatoire. Une gerbe de fleurs fut déposée dans le square après l'allocution d'Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF.

* Une vidéo du cortège a été postée sur le blog de l'AFE le 30 janvier : <http://afe-blog.com> D'autres images sont visibles sur le site www.actionfrancaise.com

BORDEAUX

Invité en Aquitaine les 24 et 25 janvier, le président du Comité directeur de l'AF s'est heurté aux intempéries. La réunion de Bordeaux fut maintenue contre vents et marées. On remarque que la contrefaçon élyséenne de la monarchie française suscite un regain d'intérêt pour la version originale : en témoigne l'intérêt porté par Sud Ouest et Sud Radio au 21^e anniversaire de l'assassinat de Louis XVI.

LYON

La galette du CRAF s'est déroulée dans une ambiance chaleureuse. Nous étions reçus, le 30 janvier, chez le président de section, M. Blanchonnet, dont l'épouse nous a régalié d'un buffet digne de sa réputation. Les convives purent également boire les paroles de Gérard Baudin sur la nécessité d'une école de formation et de combat comme l'AF. Stéphane Blanchonnet insista sur l'importance des campagnes à mener dans l'année sur le thème de l'Europe. Les participants, plus nombreux que les années précédentes, parmi lesquels on pouvait compter des représentants de formations politiques amies, dont un élu local, purent ainsi faire le plein de raisons d'espérer et de militer pour la France et le roi.



O. Perceval, S. Blanchonnet et M. Fromentoux le 16 janvier

FOREZ
Vendredi 6 février

« Souviens-toi du 6 février 1934 ! » À l'appel de la section du Forez, le vendredi 6 février, les sympathisants et militants d'Action française sont appelés à se mobiliser contre la République et ses dérivés politico-financiers. Les raisons qui, il y a soixante-quinze ans, poussèrent le peuple français exaspéré à vouloir se débarrasser de dirigeants corrompus, n'ont pas disparu.

Cercle d'études sur Platon et le philosophe roi
Rassemblement
pour les victimes du régime républicain à 18 heures

Mél : srforez@gmail.com

COTISATION 2009

C'est notre principale ressource. Réglez sans tarder votre cotisation 2009 soit à votre délégué local, soit au 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. Étudiants et chômeurs : 16 euros ; membres actifs : 32 euros. Chèques à l'ordre du CRAF.

Autocollants

Autocollants "La France, le Roi" : 10 pour 1.20 euro, 50 pour 6 euros, 100 pour 12 euros. Chèques à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Appel aux vendeurs volontaires

Rejoignez les points de vente de L'Action Française 2000 : **jeudi après-midi, vendredi en fin de journée, le dimanche.**

* fredericwincler@yahoo.fr



□ ALBERT DECARIS

Le meilleur graveur du XX^e siècle

Il y a vingt ans nous quittait Albert Decaris. Ami de Charles Maurras et de Léon Daudet, lui-même monarchiste, il a notamment réalisé le coq républicain paré des attributs d'un oiseau de proie, qui fut, durant quelques années, la valeur courante des lettres ordinaires en 25 ou 30 centimes.

Albert Decaris est né au début du siècle dernier, soit le 8 mai 1908, à Sotteville-les-Rouen, et mort à Paris le 1^{er} janvier 1988 laissant une œuvre considérable, notamment dans le domaine de la gravure de timbres-poste. Ses eaux-fortes, comme ses gravures au burin sur cuivre, font le bonheur de tous les collectionneurs et l'honneur de la Bibliothèque nationale.

Raffinement

Formé aux arts graphiques à l'École Étienne, il entra à l'École des Beaux-Arts de Paris et, à dix-huit ans à peine, en 1919, reçut le premier grand Prix de Rome pour une œuvre intitulée *Ève avant le péché*. Illustrateur de livres, il réalisa des fresques monumentales à Megève, Paris et Vesoul. Élu à l'Académie des Beaux-Arts en 1943, il en devint le président en 1960 avant d'être nommé en 1962 peintre officiel de la Marine française. Ses gravures de Paris sont autant de chefs-d'œuvre où ses dons exceptionnels se révèlent entièrement tant dans la composition générale que dans les infimes détails traités avec le soin et l'art les plus raffinés.

Ami de Charles Maurras et de Léon Daudet, Albert Decaris a tracé d'eux des portraits d'une sensibilité remarquable qui les font rechercher... D'ailleurs, monarchiste convaincu lui-même, il fréquentait assidûment les dîners mensuels de La Poule au pot d'Henri créés, je crois par M. Maulvault, décédé depuis un quart de siècle, et qui se déroulaient autour du plat que l'on devine au restaurant La Reine Christine, à Paris, dirigé par M^{me} Deudon chez qui j'ai eu l'honneur et le plaisir d'organiser un superbe buffet en hommage à Jacques Perret, lors



de son ignoble radiation de la Médaille militaire gagnée pour sa bravoure au feu durant la Seconde Guerre mondiale. C'est lors de ces dîners de La Poule au pot que j'ai eu la chance de rencontrer le maître Decaris et de bavarder avec lui dans les années soixante.

Les timbres-poste qu'il a gravés au cours de sa longue carrière tant pour la France que pour les pays africains, dépassent de loin le nombre d'un demi-millier, depuis le premier, représentant le cloître Saint-Trophime d'Arles, en 1954, commandé par le ministre

des Postes de l'époque, Jean Mistler, plus connu par la suite comme écrivain et académicien. Le dernier qu'il réalisa fut *La France à ses morts*, allégorie de la patrie en deuil, mis en vente le 4 novembre 1985.

En 1962, le royaliste Decaris a également réalisé le coq républicain qui fut durant quelques années la valeur courante des lettres ordinaires en 25 ou 30 centimes. Il me revient à ce sujet une anecdote plaisante, pittoresque et caractéristique. En 1963, je reçus à *Aspects de la*

France un lecteur philatéliste accompagné d'un agrandissement photographique du fameux coq. Et mon correspondant, sans doute aussi ornithologue que "météorologue" me faisait remarquer que ce coq étrange (ordre des gallinacés) présentait les caractères typiques des rapaces : ordre d'oiseaux carnivores, à bec crochu et à griffes fortes et recourbées, appelées serres et qu'ils utilisent à enlever et tuer leurs proies. En bref, concluait notre lecteur, l'oiseau destiné à représenter notre République cinquième du nom était un oiseau de proie et non le pacifique et fier poulet gaulois...

Il suffisait donc de publier l'agrandissement de ce drôle d'oiseau pour faire un excellent écho dans notre hebdomadaire. J'en parlai à Louis-François Auphan qui, après quelques instants de réflexion, me conseilla vivement de n'en rien faire. « Vous savez bien, m'expliqua-t-il, que Decaris, l'auteur du timbre, est royaliste. S'il a donné un bec crochu et des serres à son oiseau, ce ne peut être qu'à dessein. Un graveur de sa qualité n'aurait pas dessiné par erreur un rapace à la place d'un gallinacé. Il a voulu se payer le luxe de faire un pied de nez à la Gueuse. En le signalant, nous risquons de le priver des commandes de l'État. Si vous lui survivez, vous raconterez cette histoire pour lui rendre hommage. »

Rapace républicain

C'est bien à dessein que Decaris avait transformé en rapace le fameux "coq gaulois". Et j'en ai la preuve que je vous transmets. J'ai expliqué ci-dessus que le graveur venait fréquemment au dîner mensuel de La Poule au pot d'Henri. Or un soir de 1963 autant que je puisse m'en souvenir, il distribua pour chaque famille de



Decaris par lui-même

convive représentée la gravure ci-contre montrant le bon roi Henri plongeant une poule dans un pot et l'on voit avec certitude que le bec de la poule est un bec de gallinacé et non un bec de rapace.

J'ai la joie de posséder un original de cette gravure du maître. Il l'avait exécutée pour les seuls membres de La Poule au pot d'Henri, ce qui est un symbole de son art d'exception, de son attachement à la monarchie et un signe incontestable de sa bonté...

Louis-François Auphan voulait qu'après la mort du graveur, on lui rende hommage en racontant cette histoire. Voilà qui est fait. Et qui prouve que les républicains haut-placés, chargés de choisir les timbres, sont des ignorants au moins partiels. À moins qu'entre vautours, à doigts crochus, on aime se retrouver en famille...

PIERRE CHAUMEIL
Président d'honneur
de l'Association de la presse
monarchique et catholique



Rapace républicain !

□ HOMMAGE

Le sens de la grandeur

Illustrateur de nombreux d'ouvrages du Pigeonnier, Albert Decaris suscitait l'admiration de son ami Charles Forot, passionné par une œuvre vaste, prestigieuse et épique, qui lui rappelait la Renaissance.

Albert Decaris a illustré bon nombre d'ouvrages publiés par les Éditions du Pigeonnier à Saint-Félicien en Vivarais, dont le fondateur, le délicieux poète Charles Forot, grand homme de goût, était un ami du célèbre artiste, lequel appréciait particulièrement la vieille ville d'Annonay, et ses enchevêtrements de rues tout en hauteur. En 1943, il dessina sur place quinze impressionnants dessins qui furent publiés en 1960 dans

un album luxueux par les Amis d'Annonay. Nous citons ici de larges extraits de la préface qu'écrivit alors Charles Forot.

M.F.

La gravure sur cuivre est, des arts plastiques, un des plus méconnus du grand public. Parmi les artistes français honorant cette discipline, Albert Decaris est peut-être le plus grand de notre époque. Son œuvre, rap-

pelant celle de la Renaissance, est la plus vaste, la plus prestigieuse, la plus épique [...]. Le travail est pour lui un besoin : tout lui est thème, étude, essai, de la branche d'arbre au profil d'un visage, au rythme d'un geste. Doué d'un intelligence aiguë et vive, il introduit dans les scènes modernes le bouillonnement de vie des grandes œuvres classiques. Il se délasse de la gravure en brossant de vastes fresques, lave d'immenses et vi-

vantes aquarelles qui seraient, pour bien des artistes et amateurs, une révélation. Il sait, avec un égal talent, dessiner et graver dans le métal dur des timbres-poste. Élu à quarante-cinq ans à l'Institut, il continue à mener une existence laborieuse, familiale et tout entière consacrée à son art. Il serait impossible et trop long d'énumérer le nombre considérable de ses œuvres : les bibliophiles, eux, les rangent avaricieusement dans

les rayons de leur bibliothèque. Je me bornerai à citer les appréciations d'un critique d'art, d'une part, et de Henri de Montherlant, d'autre part. Le premier écrivait : « Il y a dans les œuvres de Decaris un sens de la grandeur surprenant, joint à un métier d'une extraordinaire souplesse... » Montherlant disait : « Il est un des très rares artistes d'aujourd'hui qui se satisfont dans le grand, dans cette humanité accomplie, qui nous montre ce que l'homme aurait dû être et qu'il n'est pas volontiers » et il ajoutait : « Je donnerai à son œuvre cette épigraphe : Je ne me sens à l'aise que parmi les héros et les choses souveraines dans un monde noble. »

CHARLES FOROT
1960